

AL
1974/75
F4/1
DE
F4/99V1

Rapport Annuel

1974 / 75

Ministère
des Travaux publics
et de l'Approvisionnement

Gouvernement
du Québec



Sort



Panneau simple



Panneau double

Rapport Annuel 1974 / 75

Ministère
des Travaux publics
et de l'Approvisionnement

Gouvernement
du Québec


T77A1

A1

1974/75

ex 1

QL

P_{gouv}

*Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur
Monsieur Hugues Lapointe, c.p., c.r.
Hôtel du Gouvernement
Québec*

Monsieur le Lieutenant-Gouverneur,

*J'ai l'honneur de vous présenter le rapport des activités du ministère
des Travaux publics et de l'Approvisionnement pour l'exercice
financier se terminant le 31 mars 1975.*

*Je vous prie d'accepter, monsieur le Lieutenant-Gouverneur,
l'hommage de mon profond respect.*

Le ministre,

Raymond Mailloux

A handwritten signature in dark ink, reading "Raymond Mailloux". The signature is fluid and cursive, with the first name "Raymond" and the last name "Mailloux" clearly distinguishable.

Québec, juin 1975

*Monsieur Raymond Mailloux
Ministre des Transports, des Travaux
publics et de l'Approvisionnement
Hôtel du Gouvernement
Québec*

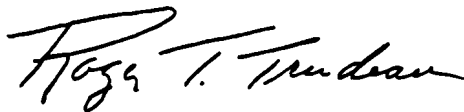
Monsieur le ministre,

*J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel du ministère des
Travaux publics et de l'Approvisionnement pour l'exercice financier
1974-75.*

*Je vous prie d'accepter, monsieur le ministre,
l'expression de mes meilleurs sentiments.*

Le sous-ministre,

Roger-T. Trudeau, ing.

A handwritten signature in black ink, reading "Roger T. Trudeau". The signature is fluid and cursive, with the first name "Roger" and the last name "Trudeau" clearly legible.

Québec, juin 1975



*Raymond Mailloux
Ministre*



*Claude St-Hilaire, ing.
Adjoint parlementaire*



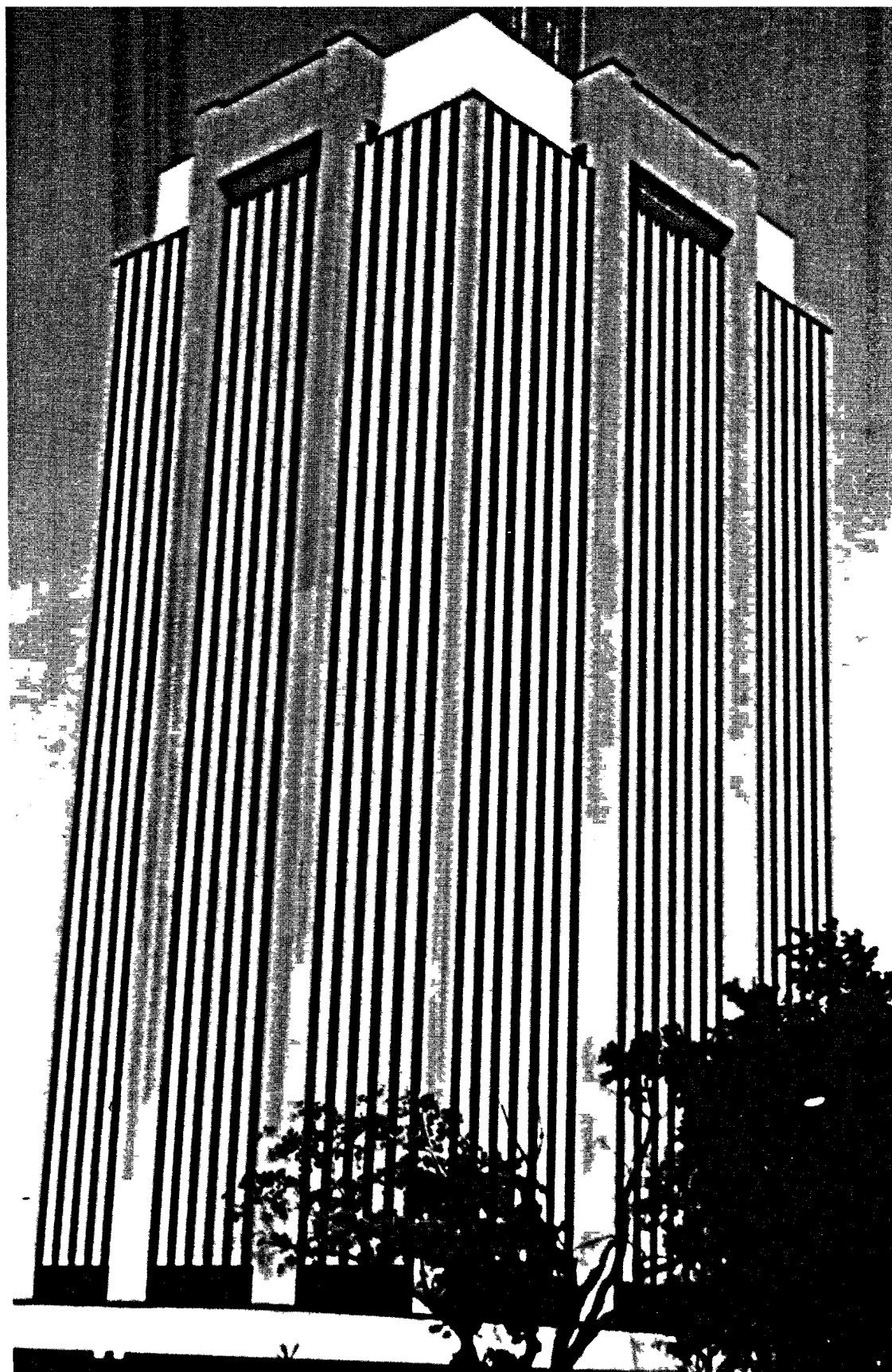
*Marcel Bélanger
Chef de Cabinet*



*Roger-T. Trudeau, Ing.
Sous-ministre*



*Marcel G. Bar B. Comm
Sous ministre ad o nt*



*Place de la Capitale
150 boul St Cyr le est
Quebec
eque so a
m n tere de
Travaux pub cs et
Appr vs onnement*

Table des matières

Avant-propos	11
Organigramme du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement	14 / encart / 15
Direction de la Planification	15
Programme I — Allocation de l'Espace et de l'Équipement	21
Programme II — Exploitation des Immeubles	41
Programme III — Approvisionnement	49
Programme IV — Gestion	57
Appendice	69

Avant-propos

Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement — de ses origines à nos jours —

Suite aux nombreux changements survenus dans le passé au ministère des Travaux publics, un bref historique du ministère est présenté en guise d'introduction au présent rapport annuel.

En 1867, l'année de la Confédération, le ministère des Travaux publics a été créé et uni au ministère de l'Agriculture. Par la suite, comme l'indique le tableau suivant, différentes structures ont été adoptées.

ANNÉE	MINISTÈRE	TITULAIRE
1867-74	Agriculture et Travaux publics	Hon. Louis Archambault, commissaire
1874-76	Agriculture et Travaux publics	Hon. Pierre Garneau, commissaire
1876-78	Agriculture et Travaux publics	Hon. C.B. de Boucherville, commissaire (Premier ministre)
1878-79	Agriculture et Travaux publics	Hon. H.G. Joly, commissaire
1879-81	Agriculture et Travaux publics	Hon. J.A. Chapleau, commissaire
1881-82	Agriculture et Travaux publics	Hon. John J. Ross, commissaire
1882-84	Agriculture et Travaux publics	Hon. Élisée Dionne, commissaire
1884-87	Agriculture et Travaux publics	Hon. John J. Ross, commissaire (Premier ministre)

1887-88	Agriculture et Travaux publics	Hon. James McShare , commissaire
1888-91	Travaux publics	Hon. Pierre Garneau , commissaire
1891-96	Travaux publics	Hon. G.A. Nantel , commissaire
1896-97	Travaux publics	Hon. Ed. J. Flynn , commissaire (Premier ministre)
1897-1901	Travaux publics	Hon. H. Thomas Duffy , commissaire
1901-05	Colonisation et Travaux publics	Hon. Lomer Gouin , ministre (M. Siméon Lesage , sous-ministre)
1905-06	Travail et Travaux publics	Hon. Jules Allard , ministre (M. Siméon Lesage , sous-ministre)
1906-08	Travail et Travaux publics	Hon. W.A. Weir , ministre (M. Siméon Lesage , sous-ministre)
1908-19	Travail et Travaux publics	Hon. L.A. Taschereau , ministre (M. S. Sylvestre , sous-ministre)
1919-29	Travail et Travaux publics	Hon. Antonin Galipeault , ministre (M. S. Sylvestre , sous-ministre jusqu'à 1920) (M. J.A. Méthayer , sous-ministre de 1920)
1929-31	Travail et Travaux publics	Hon. J.M. Francoeur , ministre (M. Yvan E. Vallée , sous-ministre)
1931-34	Travaux publics	Hon. J.M. Francoeur , ministre (M. Yvan E. Vallée , sous-ministre)
1934-36	Travaux publics, Chasse et Pêcheries	Hon. J.M. Francoeur , ministre (M. Ivan E. Vallée , sous-ministre)
1936-41	Travaux publics	Hon. John Bourque , ministre (M. Ivan E. Vallée , sous-ministre)
1941-42	Travaux publics	Hon. T.D. Bouchard , ministre (M. Ivan E. Vallée , sous-ministre)
1942-44	Travaux publics	Hon. Georges Dansereau , ministre (M. Ivan E. Vallée , sous-ministre)
1944-59	Travaux publics	Hon. Roméo Lorrain , ministre (M. Ivan E. Vallée , sous-ministre jusqu'à 1957) (M. C.R. Laberge , sous-ministre, 1957-60)
1960-61	Travaux publics	Hon. René Lévesque , ministre (M. Hervé-A. Gauvin , sous-ministre)
1961-64	Travaux publics	Hon. René St-Pierre , ministre (M. Hervé-A. Gauvin , sous-ministre)
1965-66	Travaux publics	Hon. Fernand Lafontaine , ministre (M. Hervé-A. Gauvin , sous-ministre)
1967-70	Travaux publics	Hon. Armand Russell , ministre (M. Hervé-A. Gauvin , sous-ministre jusqu'à 1969) (M. J.-Alphonse Dugas , sous-ministre à partir de 1969)
1970-71	Travaux publics	Hon. Maurice Tessier , ministre (M. J.-Alphonse Dugas , sous-ministre)

1971-72	Voirie et Travaux publics	Hon. Bernard Pinard, ministre (M. Claude Rouleau, sous-ministre)
1973- sept. 73	Travaux publics et Approvisionnement	Hon. Maurice Tessier, ministre (M. Roger-T. Trudeau, sous-ministre)
Sept. 73 à date	Travaux publics et Approvisionnement	Hon. Raymond Mailloux, ministre (M. Roger-T. Trudeau, sous-ministre)

Jusqu'en 1966, le ministère des Travaux publics avait la responsabilité des édifices du gouvernement et des ponts. Cette année-là, l'administration des ponts a été transférée au ministère de la Voirie du temps, et le ministère des Travaux publics devenait en totalité un ministère de services pour le compte des autres ministères. Ce rôle a été accentué par la suite lors de la proclamation de la loi 222, en date du 1^{er} avril 1973, créant le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, tel qu'on le connaît aujourd'hui. Les services fournis sont maintenant:

- la planification des besoins en espace et en équipement des ministères;
- la location ou l'achat d'espaces requis par les organismes de l'État;
- la construction d'édifices gouvernementaux;
- l'aménagement des locaux utilisés aux fins du gouvernement;
- la fourniture du mobilier nécessaire à ces bureaux;
- l'opération, l'entretien et la garde de ces locaux ou édifices; et
- l'achat et la fourniture de l'équipement requis pour le compte des organismes gouvernementaux.

Pour réaliser ces objectifs imposants, il faut dire que les effectifs du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement ont passé de quelque vingt (20) employés dans les premières années à près de deux mille (2,000) en 1975, et que le budget, pour la même période, a évolué de moins \$100,000 à plus de \$100,000,000.

Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement se compose actuellement d'une direction de la Planification et des quatre directions générales suivantes:

- l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement;
- l'Exploitation des Immeubles;
- l'Approvisionnement; et
- la Gestion.

Le présent rapport annuel fait état de l'organigramme, des tâches, des responsabilités et des activités de chacune de ces directions durant l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 1975.

Organigramme

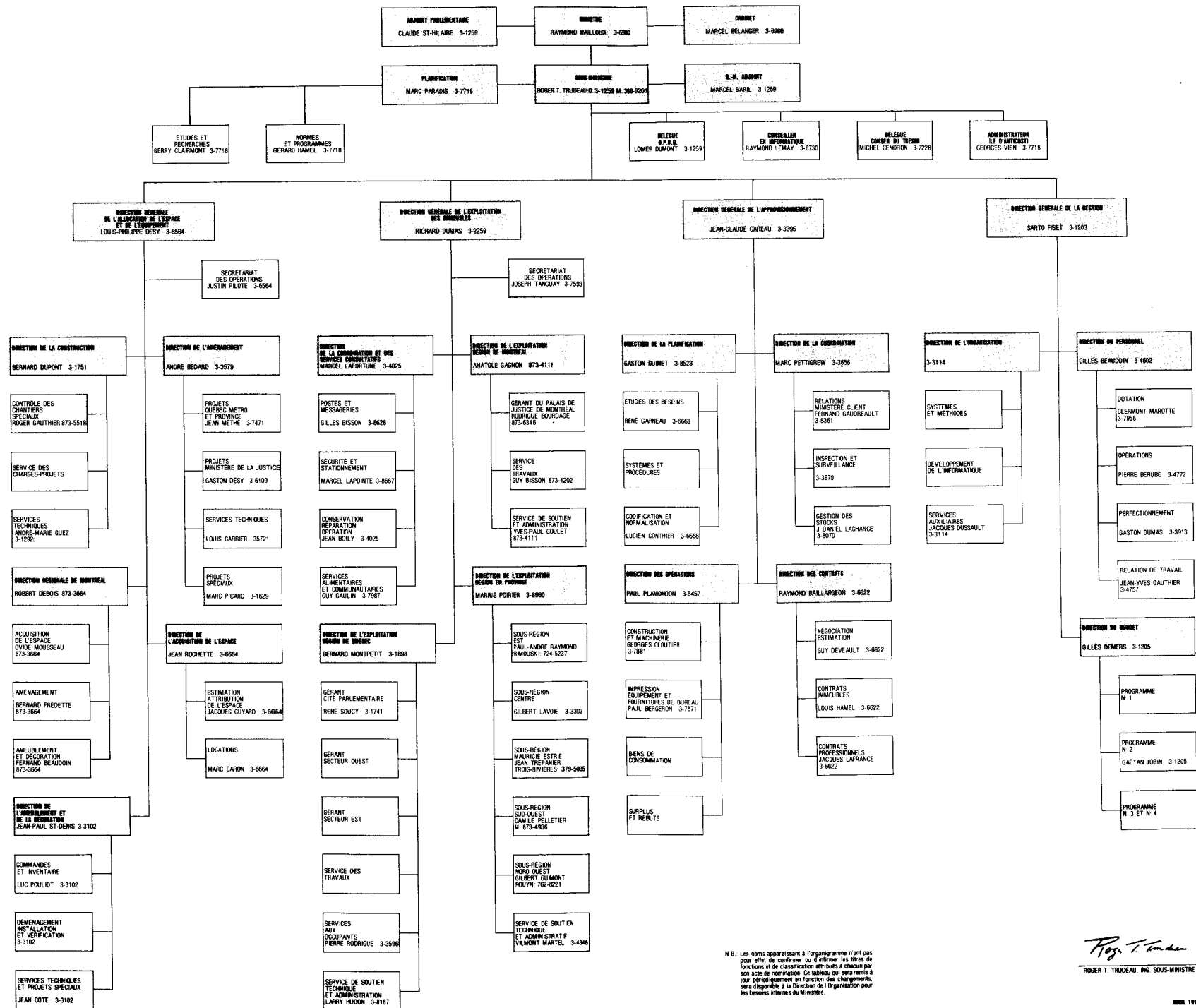
**du ministère
des Travaux publics
et de l'Approvisionnement**

1974 / 1975



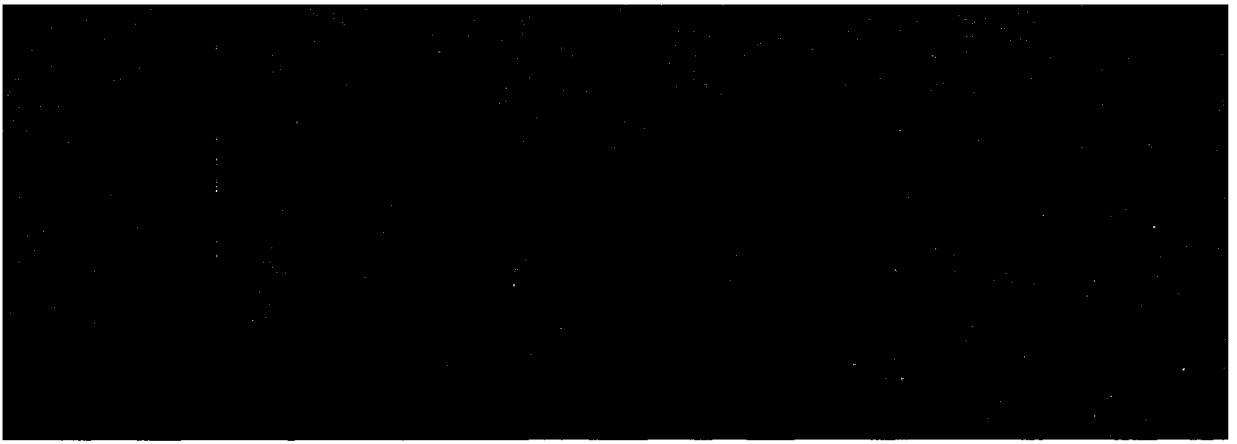
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

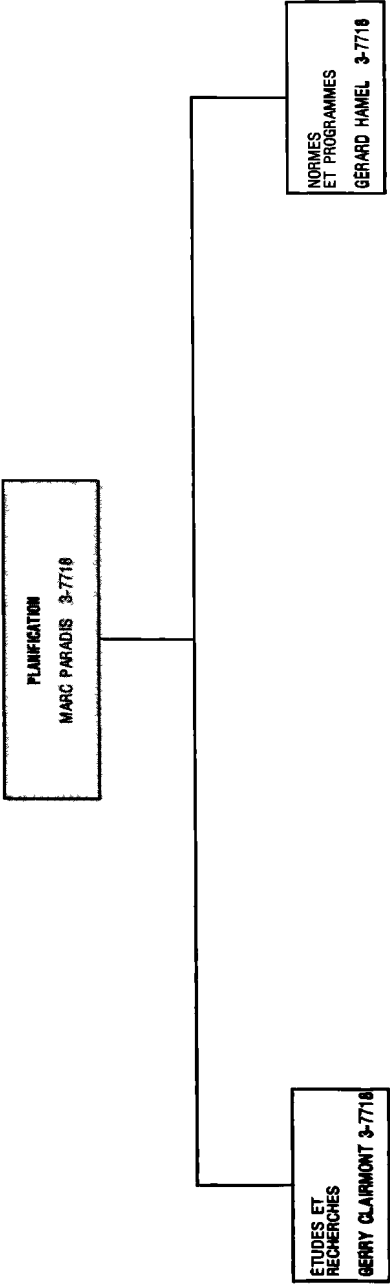


N.B. : Les noms apparaissant à l'organigramme n'ont pas pour effet de confirmer ou d'infirmer les titres de fonctions et de classification attribués à chacun par son acte de nomination. Ce tableau qui sera remis à jour périodiquement en fonction des changements, sera disponible à la Direction de l'Organisation pour les besoins internes du Ministère.

Robert T. Trudeau
ROBERT T. TRUDEAU, ING. SOUS-MINISTRE



Direction de la planification



Direction de la planification



*Marc Paradis, ing.
Directeur*

La direction de la Planification au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a été créée en 1969 et, à cette époque, et ce jusqu'à la fusion avec le ministère des Transports, cette entité administrative a été considérée comme une direction générale. En avril 1973, lors de la création du nouveau ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, cette entité administrative fut intégrée à l'intérieur de la direction générale de l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement. Cette situation demeura jusqu'en octobre de la même année alors qu'il fut décidé que le groupe « Planification » serait une direction relevant directement du sous-ministre.

La direction de la Planification a comme rôle principal de conseiller le sous-ministre et l'État major du ministère sur l'ensemble des activités du ministère et, en particulier, sur celles qui touchent le programme no 1, « l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement ».

Pour bien jouer son rôle, la direction de la Planification doit initier, diriger et coordonner différentes études et recherches sur les besoins en espace et en équipement et sur le taux d'augmentation de ces besoins. Pour satisfaire à cet objectif, la direction de la Planification doit s'assurer d'une collaboration très étroite des différents ministères ou organismes gouvernementaux étant donné que l'acquisition d'espace soit par construction, location ou achat ainsi que l'aménagement et l'ameublement de cet espace, requiert une période de temps pouvant varier entre deux (2) et trois (3) ans à partir du moment où un besoin est défini jusqu'au moment où l'espace est prêt pour occupation.

La direction de la Planification est une équipe pluridisciplinaire dont la majeure partie des employés a un profil professionnel; en fait, onze (11) employés sur quinze (15) sont des diplômés de l'Université. La direction est divisée en deux (2) services, soit le service « études et recherches » et le service « normes et programmes ».

Service des études et recherches

Le service des études et recherches est particulièrement responsable de la planification et de la programmation de l'acquisition de l'espace à moyen et long terme et de toutes autres études directement reliées à cette activité.

En d'autres termes, ce groupe est responsable de la préparation du plan quinquennal de l'équipement, et de façon exceptionnelle pour l'année qui vient de s'écouler il a coordonné et dirigé le travail de l'équipe responsable de tout le cycle budgétaire, c'est-à-dire, l'allocation interprogramme, la revue de programme et les estimations détaillées (les comptes « Travaux publics »).

Le groupe « études et recherches » via son chef de service est responsable des études et travaux préliminaires à l'implantation du système métrique (système international) au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Le chef de ce service préside les activités du Comité du système métrique — M.T.P.A. et est le représentant du ministère au Comité interministériel de la province de Québec. Une liaison très étroite avec la Commission du système métrique (Comité directeur no 5 et Comité sectoriel 5.1 de la Construction) est assurée par notre participation comme membre du Comité intergouvernemental des Travaux publics. Les activités du Comité du système métrique — M.T.P.A. deviendront de plus en plus grandes au cours des quelques prochaines années.

Avec la participation du service des programmes, le groupe « études et recherches » s'intéresse fortement à l'aménagement du territoire et à l'intégration des édifices administratifs publics dans un environnement adéquat. Ce groupe travaille en étroite collaboration avec les différents services d'urbanisme des villes concernées par des travaux du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Dans cette optique d'une meilleure intégration des édifices publics dans la trame urbaine, le groupe « études et recherches » a effectué entre autres une étude « origine-destination » afin de trouver un moyen de minimiser l'impact sur le transport urbain lors de déménagements massifs de fonctionnaires d'un secteur d'une ville vers un autre secteur. Cette étude a été effectuée, cette année, pour la région métropolitaine de Québec.

Pour donner une idée plus globale des travaux effectués par les analystes du service « études et recherches » il faut mentionner que vingt (20) dossiers majeurs de projets différents ont fait l'objet d'analyses et de rapports au cours de la présente année. Ces différents dossiers concernaient des études de vocation et d'utilisation d'immeubles, des analyses d'alternatives, des analyses de rentabilité, des analyses de choix de sites etc...

Service des normes et programmes

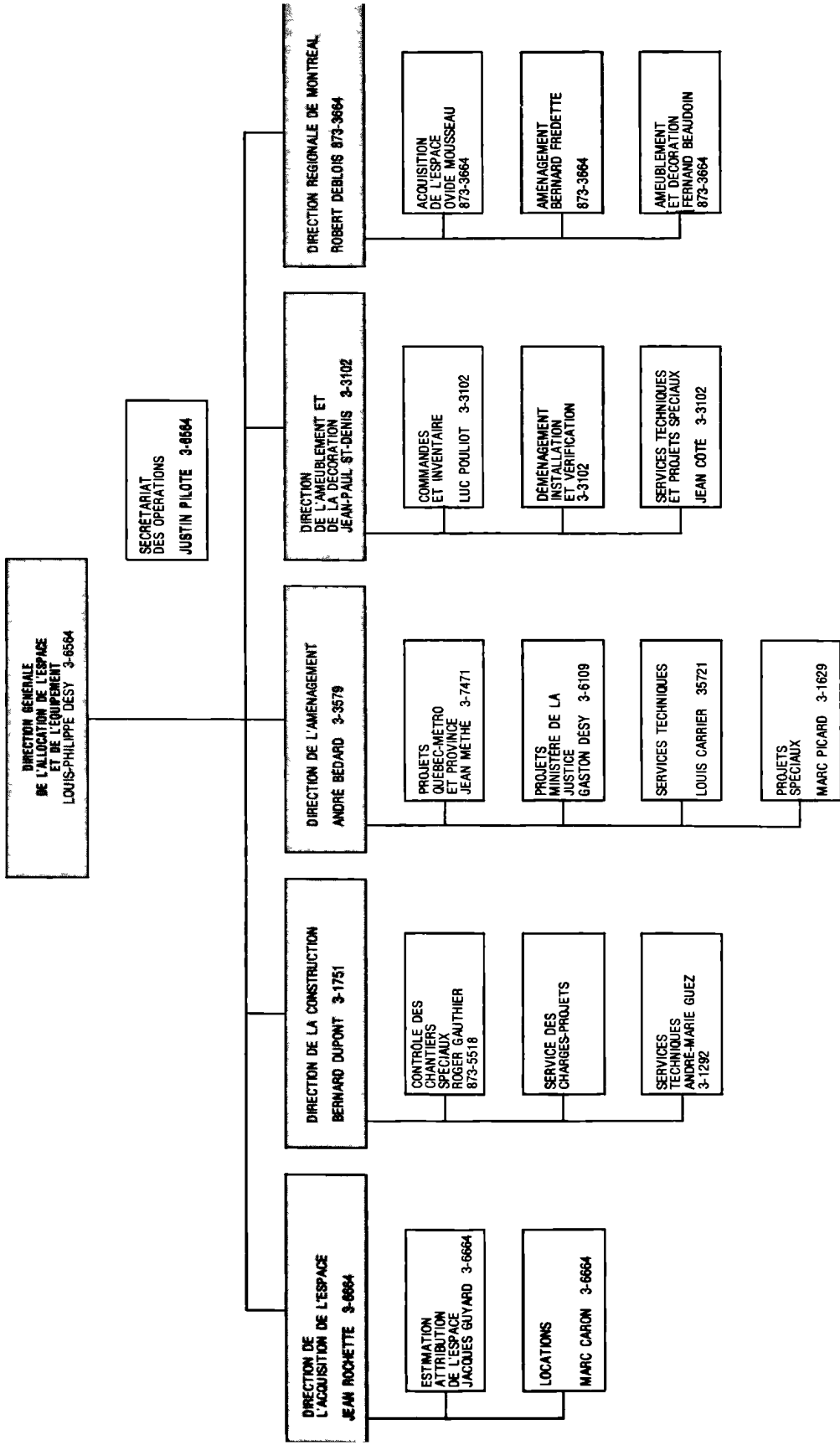
Lorsque les projets qui ont été recommandés à l'occasion de la présentation du plan quinquennal ou à l'occasion de la revue de programme ont été autorisés par le Conseil des ministres, le service des normes et programmes prépare les programmes et devis de performance détaillés pour tous les projets majeurs d'acquisition d'espace effectués, soit par le biais d'une construction réalisée par le ministère, soit par le biais de la location de l'entreprise privée. Dans ce dernier cas, ce service prépare aussi, lorsque requis, les documents d'appels d'offres pour le choix de développeurs ou de promoteurs.

Les analystes du service « normes et programmes » jouent aussi un rôle très actif avec les services techniques de la direction de la Construction afin de s'assurer que les concepts, préparés par les professionnels de l'entreprise privée pour la construction d'immeubles gouvernementaux, répondent bien aux besoins exprimés par les ministères clients.

Au cours de l'année financière 1974-75 le service des normes et programmes a travaillé sur trente (30) différents dossiers de programmes, tels que palais de justice, centre de détention, bureau pour la Sûreté du Québec, garage et atelier de voirie, centre administratif, laboratoire, conservatoire etc...

Allocation de l'espace et de l'équipement

Programme 1



Direction générale de l'allocation de l'espace et de l'équipement



*Louis-Philippe Désy, ing.,
Directeur général*

La direction générale de l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement a comme fonctions de fournir les espaces nécessaires aux différents ministères, d'aménager et de meubler leurs locaux.

Cette direction générale comprend les quatre directions suivantes:

- Direction de l'Acquisition de l'Espace
- Direction de la Construction
- Direction de l'Aménagement
- Direction de l'Ameublement et Décoration

Direction de l'acquisition de l'espace

La direction de l'Acquisition de l'Espace voit à l'achat et à la location d'immeubles à bureaux, d'entrepôts, de terrains, d'espaces de stationnement pour les divers ministères du gouvernement. Elle s'occupe également de la vente de propriétés de l'État.

Cette direction administre plus de 725 baux, dont le coût annuel s'élève maintenant à environ \$22,000,000.

Au cours de l'année 1974-75, relativement aux délégations à l'extérieur, elle a négocié l'ouverture d'un bureau permanent à Tokyo, procédé à l'achat et à l'ameublement de la résidence du délégué à Bruxelles. Elle a également relocalisé le bureau de Bruxelles et la résidence du délégué à New-York et réaménagé les bureaux de Dusseldorf, Milan ainsi que celui du tourisme à New-York, procédé à l'agrandissement et à l'aménagement du bureau de Boston et à l'aménagement d'un bureau pour l'immigration à Londres.

En plus de répondre aux besoins d'espaces des différents ministères, la direction a conclu un bail de location avec Place Desjardins Inc. en vue du regroupement de plusieurs services gouvernementaux à Montréal.

Un service d'estimation, expropriation et attribution de l'espace a été créé au cours de l'exercice financier concerné et a réalisé, entre autres, une vingtaine de projets d'expropriation tant pour les autres ministères que pour celui des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Parmi les projets d'envergure exécutés par cette division, ceux qui suivent méritent d'être cités : l'Île d'Anticosti, Rivière-aux-Renards, Parc d'Oka, les Soeurs du Bon Pasteur, Victoriaville, Savage Mills, la maison Montmorency, etc...

Quant aux évaluations proprement dites effectuées par ledit service dans le but d'achats éventuels, il y a lieu de citer: les Entrepôts frigorifiques de Paspébiac, la Bibliothèque nationale, l'Hôpital St-Henri, la Maison McConnel, les Immeubles Gagné, le Collège de Rigaud, le Laboratoire de recherches de Shawinigan, etc...

Au surcroît, ce service a procédé à de nombreuses analyses de rentabilité économique d'édifices offerts en location ainsi qu'à la révision de nombreux dossiers présentés par divers ministères au Conseil exécutif.



*Maison Montmorency
ministère du Tourisme,
de la Chasse
et de la Pêche)*

Direction de la construction

Cette direction est responsable de la réalisation des **projets** de construction et/ou des modifications importantes d'immeubles pour le **compte** du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement ou pour **celui** des ministères-clients.

Une fois la décision prise par les autorités du ministère d'exécuter un projet selon un programme déterminé, la direction de la Construction remplit le rôle du propriétaire désireux d'obtenir la meilleure valeur possible pour chaque dollar investi dans la réalisation de ses projets.

Pour ce faire, la direction est responsable de la **coordination** générale des projets de construction, de la revue et de l'acceptation des **plans et devis**, du contrôle de l'exécution au niveau de la qualité, du coût des travaux et du temps de réalisation.

Le travail se fait en collaboration avec les autres directions et services du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement ainsi qu'avec les interlocuteurs des ministères-clients.

Le service technique de la direction surveille la **préparation** des esquisses, des plans et des devis préparés par des professionnels-conseils de toutes les disciplines. Il s'assure que les programmes des projets soient réalisés aussi fidèlement que possible tout en tenant compte de l'évolution des besoins dans le temps tels qu'exprimés par les représentants des ministères-clients.

Le service des chargés de projets est responsable de la **coordination** générale des projets et de la bonne marche des travaux d'exécution. Son travail débute avec l'engagement des professionnels-conseils et se termine avec la remise de l'immeuble à la direction générale de l'Exploitation dont le rôle consiste à voir au bon fonctionnement et à l'entretien des immeubles.

Un service de contrôle des projets spéciaux s'occupe de la mise en marche et de la mise en oeuvre des projets de très longue haleine et des autres projets qui ne peuvent être réalisés adéquatement selon la procédure normale.

Un autre secteur d'activité mérite d'être mentionné; c'est celui du Comité du UN POUR CENT (1%).

L'objet de ce comité a pour but l'application de l'arrêté en conseil 1543, du 6 juin 1972, concernant l'intégration des oeuvres d'art dans les édifices publics.

Cet arrêté en conseil impose notamment que dans l'**exécution** de tout projet de construction d'un édifice public dont le coût estimatif excède \$250,000.00, le ministre chargé de l'exécution du projet doit affecter à l'**embellissement** intérieur et extérieur de cet édifice, par les artistes de la province, une somme équivalente à un pour cent (1%) du coût estimatif de la construction.

Le comité nommé pour faire appliquer l'arrêté en conseil 1543, est composé de sept (7) membres:

- un **représentant d'office du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement;**
- un **représentant d'office du ministère des Affaires culturelles;**
- un **architecte expérimenté en intégration art-architecture, nommé par le ministère des Affaires culturelles;**
- **deux représentants des associations artistiques professionnelles;**
- un **designer de l'environnement architectural nommé par le ministère des Affaires culturelles;**
- un **ingénieur industriel expérimenté dans la résistance des matériaux nommé par le ministère des Affaires culturelles.**

Les projets suivants ont fait l'objet d'intégration d'oeuvre d'art et le comité a pris les décisions nécessaires:

- le **laboratoire de ville d'Anjou;**
- le **palais de justice de Valleyfield;**
- le **palais de justice d'Arthabaska;**
- le **centre administratif de Jonquière;**
- le **Complexe scientifique;**
- l'**Institut de Tourisme et d'Hôtellerie.**

Durant l'année fiscale 1974-75, la direction de la Construction a livré diverses bâtisses et plusieurs autres projets sont en cours d'exécution, notamment aux endroits suivants:

RAPPORT ANNUEL 74 / 75
Construction des Immeubles

DÉBOURSÉS
74 / 75

BAIE COMEAU:

Palais de justice – climatisation intégrale et certains travaux de rénovation intérieure.

Projet de \$600,000.00 \$45,000.00

QUÉBEC — ÉDIFICE « H »:

Système de déglacage de l'héliport. Divers travaux d'amélioration.

Coût: \$120,000.00 \$120,000.00

QUÉBEC — ÉDIFICE « J »:

Guérite, système de contrôle et divers aménagements.

Coût: \$80,000.00 \$ 80,000.00

ST-HYACINTHE:

Étable de quarantaine et d'isolation pour diminuer les risques de contamination. Construction demandée par le ministère de l'Agriculture.

Projet de \$154,000.00 \$ 7,800.00

Station de Recherches (Agriculture). Bâtiments de service et serres

Projet de \$400,000.00 \$ 14,500.00

NICOLET:

Centralisation. Modifications des installations mécaniques.

\$ 12,500.00

MONTMORENCY:

Démolition de l'ancienne centrale hydro-électrique pour le compte du ministère du Tourisme, Chasse et Pêche.

\$ 46,000.00

AMOS – Palais de justice et centre de détention:

Ce projet qui a débuté à l'automne de 1974 est évalué à \$5,700,000.00

\$410,000.00

LA SARRE:

Construction d'un abattoir dans la région 8, nord-ouest québécois, destiné à diverses opérations d'abattage. Ce projet rencontre la politique d'expansion du ministère de l'Agriculture.

Coût estimé à: \$193,500.00 \$ 12,400.00

ST-HYACINTHE:

Travaux d'agrandissement du Centre d'insémination artificielle (Agriculture)

Projet de \$220,000.00 \$ 80,000.00

VALLEYFIELD:

Palais de justice et prison. Projet qui a débuté en 1973-74. Il s'agit de la rénovation ainsi que du réaménagement complet des édifices existants. Occupation prévue à l'été 1975.

Coût global estimé: \$3,000,000.00 \$1,490,000.00

STE-FOY, QUÉBEC:

Complexe Scientifique.

Les trois phases de ce projet sont à toutes fins pratiques, terminées

Phase 1: Bâtiment principal; construction et aménagement

Coût total: \$24,680,000.00 \$100,000.00

Phase 2: Laboratoire du C.R.I.Q.

Coût total: \$4,600,000.00 \$ 70,000.00

Phase 3: Serres (ministère Agriculture)

Coût total: \$734,000.00 \$ 14,000.00

ARTHABASKA:

Palais de justice.

Parachèvement,

Signalisation et oeuvre d'art \$ 17,000.00

BLANC SABLON (LOURDES):

Construction et érection de 4 bâtiments préfabriqués dont 1 bureau et 2 résidences pour le ministère de la Justice et un entrepôt pour le ministère des Transports.

Coût global: \$450,000.00 \$450,000.00

HAVRE ST-PIERRE:

Construction et érection d'un bâtiment préfabriqué en acier devant servir de bureau, d'entrepôt et d'atelier de réparation pour le ministère des Transports.

Coût global: \$560,000.00 \$560,000.00

RAPPORT ANNUEL 74 / 75
Construction des Immeubles

DÉBOURSÉS
74 / 75

DRUMMONDVILLE – PARC DES VOLTIGEURS:

Phase 2 – Travail de restauration du Manoir Trent (monument historique).

Le travail de la Phase 1, curetage, a été exécuté en 73/74. Travaux dont la terminaison est prévue au cours de l'été 1975.

Coût estimé: \$184,000.00 \$148,000.00

GASPÉ:

Agrandissement du bureau du ministère des Transports.

Coût total: \$57,000.00 \$ 57,000.00

ST-HYACINTHE:

Laboratoire de pathologie animale pour le compte du ministère de l'Agriculture.

Coût total: \$1,050,000.00 \$250,000.00

QUÉBEC — ÉDIFICE JOFFRE:

Aménagement d'un groupe électrogène au coût de: \$140,000.00 \$ 20,000.00

NICOLET — MINISTÈRE DE LA JUSTICE:

Réaménagement de la salle de tir à l'Institut de Police

Coût prévu: \$120,000.00 \$ 30,000.00

DIVERS ENDROITS:

Achat du matériel requis pour la construction d'entrepôts à sel (10)

L'érection de ces bâtisses se fera par le ministère des Transports.

Coût: \$100,000.00 \$100,000.00

QUÉBEC:

Édifice Joffre

Ascenseur parachèvement \$ 25,000.00

QUÉBEC:

Édifice de la Sûreté du Québec. Région 03. Construction d'un immeuble pour loger les effectifs de la Sûreté du Québec.

Évaluation du projet: \$7,000,000.00 80,000.00

RAPPORT ANNUEL 74 / 75
Construction des Immeubles

DÉBOURSÉS
74 / 75

JONQUIÈRE:

Édifice de Centralisation régionale. Un immeuble construit au coût estimé de \$4,150,000.00. Livraison et occupation vers juillet 1975. \$1,375,000.00

VILLE D'ANJOU:

Laboratoire de sols et matériaux pour le ministère des Transports. Terminé et occupé en 1974.

Coût global: \$630,000.00 \$ 9,600.00

CHIBOUGAMAU:

Atelier de réparation pour le ministère des Transports.

Coût estimé: \$320,000.00 \$ 67,000.00

ST-PASCAL, KAMOURASKA:

Construction d'un atelier de réparation pour le ministère des Transports.

Travail terminé au coût de \$240,000.00 \$ 30,000.00

LACHUTE:

Atelier de réparation (Transports) travaux de restauration suite à un incendie.

Coût: \$100,000.00 \$100,000.00

LACHUTE:

Station centrale (Transports) région 6-4, bâtisse devant servir pour espace de bureaux, salle de repos et locaux sanitaires en plus d'une section pour le lavage, déglacage et entreposage de véhicules.

Coût: \$770,000.00 \$ 45,000.00

ST-JÉRÔME:

Centre de détention (Justice) construit on pour servir la région 6-4 nord de Montréal.

Coût estimé: \$1,600,000.00 \$ 30,000.00

RAPPORT ANNUEL 74 / 75
Construction des Immeubles

DÉBOURSÉS
74 / 75

ST-JÉRÔME:

Centralisation — projet de bail-achat, construction par d'autres sous la surveillance de notre direction de la Construction;

Coût estimé des déboursés du min. T.P.A.: \$400,000.00. \$200,000.00

ST-JÉRÔME:

Centre de voirie, construction dont l'occupation se fera à l'automne 1975,

au coût de: \$2,050,000.00 \$600,000.00

QUÉBEC:

Rénovation de la toiture de l'édifice « B » pour le compte de l'Exploitation des Immeubles des Travaux publics. Travaux importants d'étanchéité et d'isolation de la toiture, de réfection de la maçonnerie et du fini extérieur de l'édifice.

Coût estimé: \$1,800,000.00 \$634,000.00

RICHMOND:

Construction d'une station centrale pour le ministère des Transports.

Coût estimé: \$600,000.00 \$ 40,000.00

QUÉBEC COLLINE PARLEMENTAIRE:

Construction de services sanitaires, services électriques, RE: Car-naval de Québec, aménagement de la surface de terrain au sud du stationnement.

Coût: \$310,000.00 \$132,000.00

QUÉBEC STATIONNEMENT D'YOUVILLE:

Finalisation des travaux pour la bonne opération du stationnement.

Coût global du projet terminé: \$6,750,000.00 \$ 50,000 00

DIVERS ENDROITS:

Haltes routières pour le ministère des Transports. Deux (2) à St-Philippe-de-Néri et une (1) à Ville Dégelis.

Coût final: \$559,000.00 \$425,000 00

RAPPORT ANNUEL 74 / 75
Construction des Immeubles

DÉBOURSÉS
74 / 75

Haltes routières à St-Michel (2), Ste-Foy (1) et Notre-Dame du Bon Conseil (2) sur la route 20 (Transports). Parachèvement. Coût: \$216,000.00	\$ 32,000.00
Étangs d'épuration aux haltes routières de Villeroy, Ste-Anne du Sault, Ste-Hélène et Ste-Madeleine, sur la route 20. Coût: \$280,000.00	\$280,000.00
NOTRE-DAME DU PORTAGE: Salle d'accueil — (Transports) Parachèvement	\$ 22,000.00
MONTRÉAL: Institut de Tourisme et Hôtellerie (T.C.P.). Début de la construction en 1973. Travaux exécutés sous notre direction du début jusqu'à l'occupation prévue pour fin de 1975. Coût du projet: \$11,715,000.00	\$5,500,000.00
MONTRÉAL: PLACE DESJARDINS La direction de la Construction contrôle les travaux pertinents à l'aménagement de l'une des tours du complexe, laquelle abritera le ministère du Revenu provincial pour la région métropolitaine de Montréal. Le coût des aménagements, incluant les écrans, se chiffrera à \$6,000,000.00.	\$1,000,000.00
MONTRÉAL: Place de la justice Finalisation	\$ 26,000.00
ST-ROMUALD: Bureau régional pour le ministère des Transports. Coût: \$200,000.00	\$ 15,000.00
ST-ROMUALD: Agrandissement de la station centrale de la voirie au coût de: \$550,000.00	\$120,000.00

LA POCATIÈRE:

Construction d'un manège-écurie à être utilisé comme centre équestre à l'Institut de Technologie agricole.

Coût estimé: \$375,000.00 \$160,000.00

LA POCATIÈRE:

Éclairage extérieur à l'Institut de Technologie agricole.

\$ 22,000.00

QUÉBEC:

Projet de rénovation et restauration des anciens édifices du gouvernement, connus sous l'appellation de A, B, C, D, E, travaux qui s'étendront sur une période de 5 années.

Estimé des coûts à: \$10,000,000.00 \$ 10,000.00

QUÉBEC:

Édifice « H »

Signalisation, parachèvement \$400,000.00

Édifice « G »

Travaux mineurs de parachèvement

Signalisation

Honoraires — règlements. \$224,000.00

ROUYN:

Atelier de réparation (Transports)

Parachèvement \$ 44,000.00

SOREL:

Palais de Justice

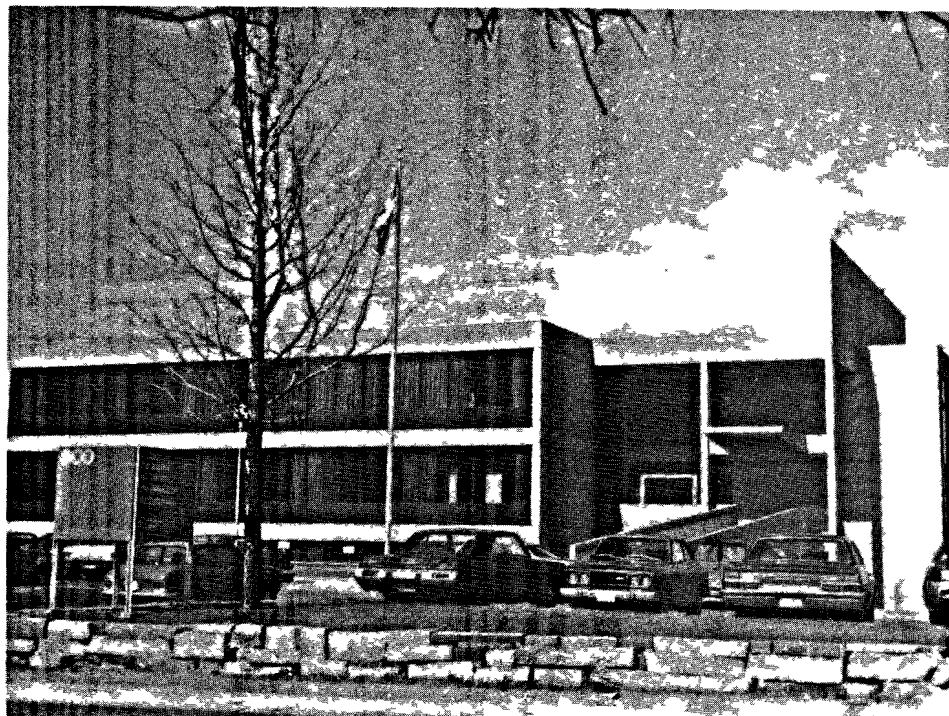
Altérations mécaniques et électriques \$ 18,000.00

DIVERS ENDROITS:

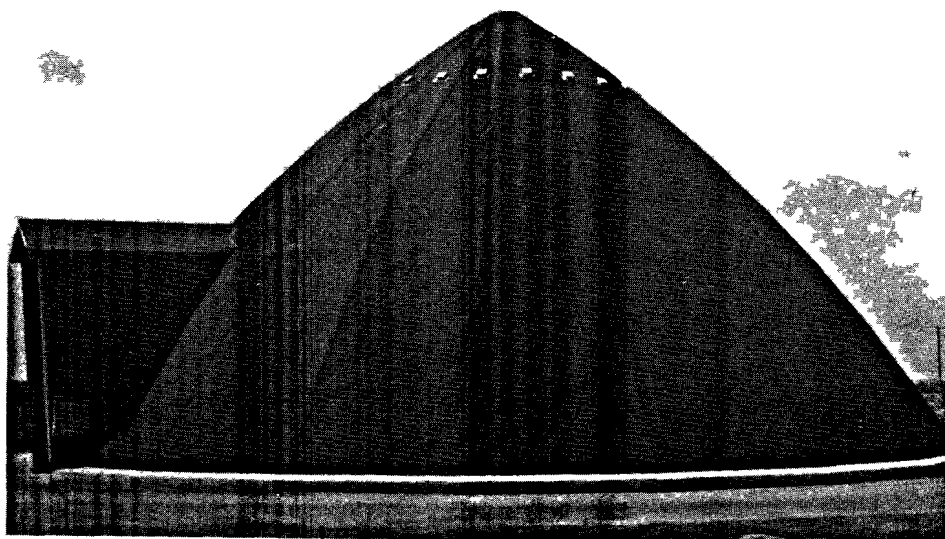
Achat de 6 roulottes pour ports d'attache, du ministère des Transports.

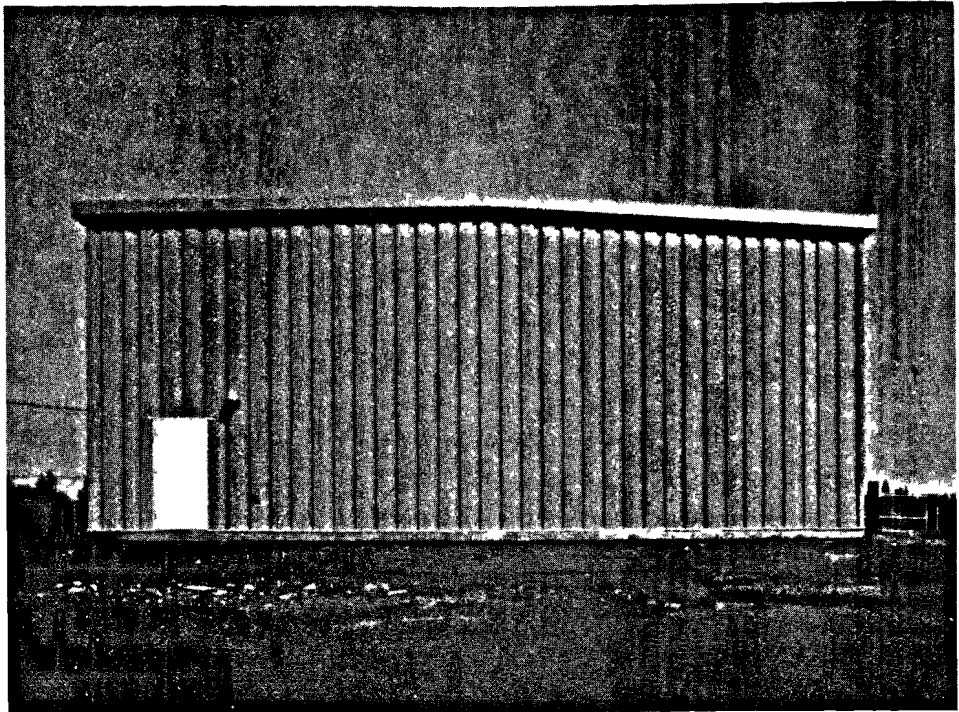
\$ 70,000.00

*Palais de justice
d'Arthabaska*



*Entrepôt à sel type
(ministère des Transports)*





*Bâtiment préfabriqué,
Blanc Sablon
(ministère de la Justice)*



*Bâtiment préfabriqué,
Hâvre St-Pierre
(ministère des Transports)*

Direction de l'aménagement

Le but principal de la direction de l'Aménagement est de procurer aux employés gouvernementaux l'aménagement fonctionnel des locaux qu'ils occupent dans les divers édifices à travers la province.

L'aménagement paysager est le genre d'aménagement généralement préconisé tant dans les édifices dont le gouvernement est propriétaire que dans ceux qui sont en location.

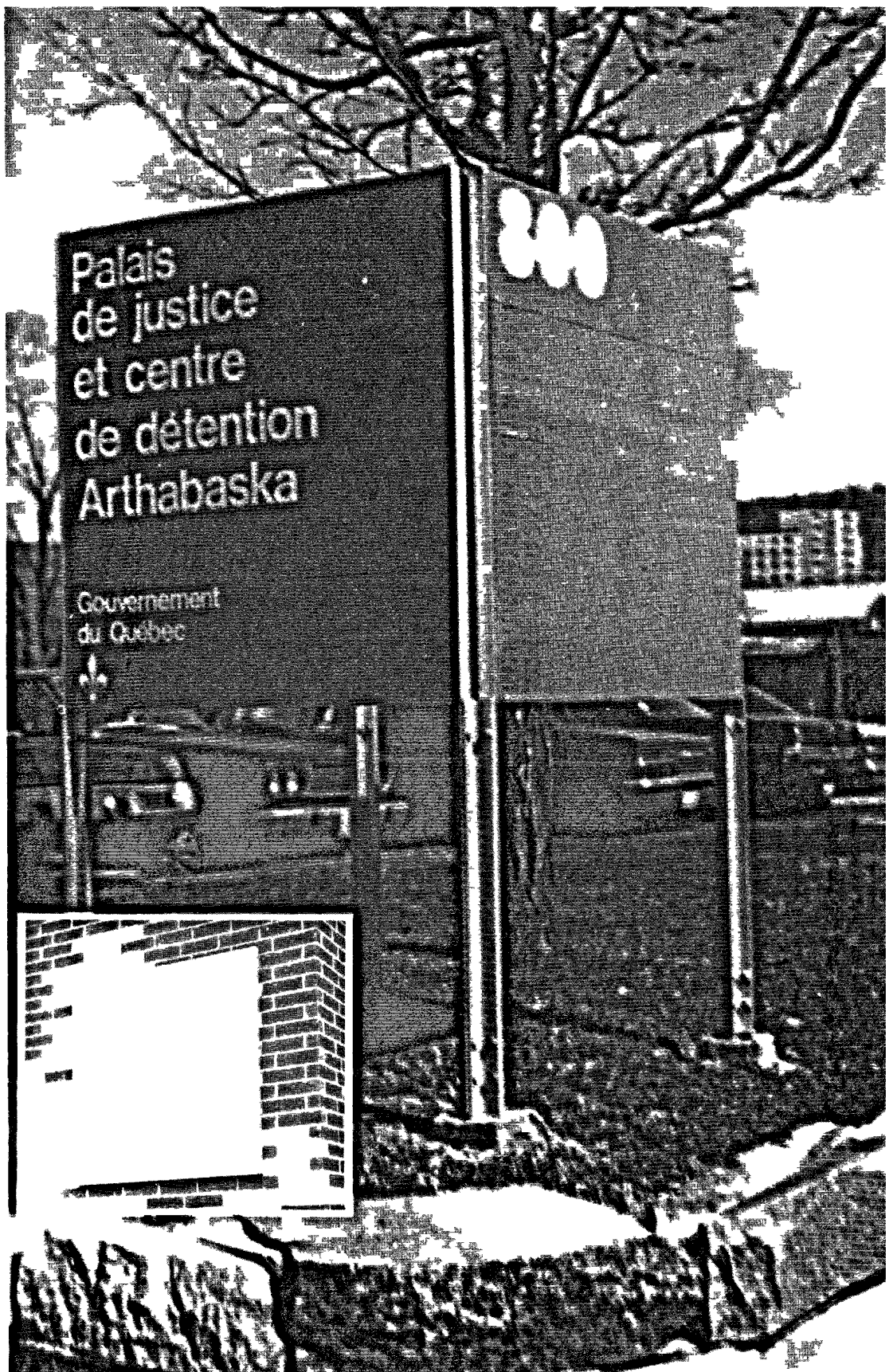
Des réaménagements partiels ou complets de locaux sont faits plus ou moins fréquemment et sont causés par un des facteurs suivants: les accroissements d'effectifs entraînés par la transformation des structures administratives ou l'addition de nouvelles entités, les accroissements de personnel suite à l'augmentation des charges de travail, l'acquisition de nouveaux espaces aux fins de relocalisation de certains services ou encore l'amélioration des conditions générales des locaux.

La direction de l'Aménagement compte 40 employés permanents à Québec groupés au bureau chef en 4 services connus comme suit: le service des Projets spéciaux, le service des Projets du ministère de la Justice, le service des Projets de la région de Québec et de la province et le service Technique. En plus, un bureau régional à Montréal est en voie de structuration.

Pour satisfaire aux besoins des ministères-clients, le personnel de la direction de l'Aménagement doit, en plus de se familiariser avec les responsabilités et obligations des différentes catégories de fonctionnaires, rechercher les méthodes les plus pratiques de répondre à leurs besoins tout en respectant les normes. La direction de l'Aménagement est également responsable de la signalisation ou identification visuelle des locaux gouvernementaux. **Durant l'année 1974-75, la signalisation intérieure et extérieure de plusieurs édifices gouvernementaux a été faite comme en témoignent quelques photos incluses dans le présent rapport. La couverture même de ce document veut marquer l'effort fait dans ce domaine.** Cette signalisation est faite suivant les normes établies par le ministère des Communications.

Les aménagistes doivent effectuer toutes les tâches à partir de l'établissement du programme d'aménagement du ministère ou organisme-client jusqu'à l'acceptation des travaux et de la facture finale; la préparation des plans et devis forment la phase la plus importante de ces étapes.

Durant l'année fiscale 1974-75, la direction de l'Aménagement a aménagé quelque 18,435 postes de travail occupant une superficie de 3,131,136 pieds carrés au moyen d'un budget de \$7,466,000.



Service
de la
signalisation



Direction de l'ameublement et décoration

La direction de l'Ameublement et Décoration a comme objectif la fourniture de l'ameublement, tapis et tentures, requis par les ministères et organismes dont les budgets sont votés par l'Assemblée nationale.

Le budget de cette direction, qui était de ½ million en 1973, a été au cours de l'année fiscale 74/75 de sept millions et demi de dollars (\$7,500,000.00).

L'implantation du meuble normalisé, au niveau de tous les ministères, se fait selon la planification établie, ceci autant pour les cas isolés que pour les centralisations des organismes gouvernementaux.

Les plans et devis concernant les jardinières dans les aménagements paysagers ont été normalisés, en collaboration avec le Bureau des Normes du Québec, dans le but de donner un meilleur service à la clientèle.

Au cours de l'année fiscale 74/75, la direction de l'Ameublement et Décoration a fourni l'ameublement requis, aux ministères suivants:

Tourisme, Chasse et Pêche – 150 est, St-Cyrille, Québec
Affaires municipales – Édifice G (réaménagement)
Éducation – Édifice G (réaménagement)
Justice – Valleyfield (palais de justice)
Affaires intergouvernementales
Office des Professions
Bureau de Révision de l'Évaluation foncière
Affaires culturelles
Assemblée nationale

De plus, les livraisons de l'ameublement nécessaire à la centralisation du ministère du Revenu à Montréal (Place Desjardins) et à l'Institut de Tourisme (Montréal) sont en cours.

Une nouvelle politique interne a également été créée par la mise en opération des achats de masse, ce qui permet, tout en donnant satisfaction plus rapidement aux demandes des ministères, de créer une réserve en ameublement, afin de répondre aux urgences provenant de la mise en place de nouveaux organismes ou services.

La division « Déménagements » a effectué environ trois cent quatre vingts (380) déménagements au cours de l'année fiscale 74/75, dont les suivants:

Ministère du Tourisme, Chasse et Pêche –
De Édifice « G » à Place de la Capitale, 150 est, St-Cyrille (Québec)

Ministères des Affaires municipales et de l'Environnement et des Affaires sociales
Au Centre Innovation, 2360 Chemin Ste-Foy (Ste-Foy)

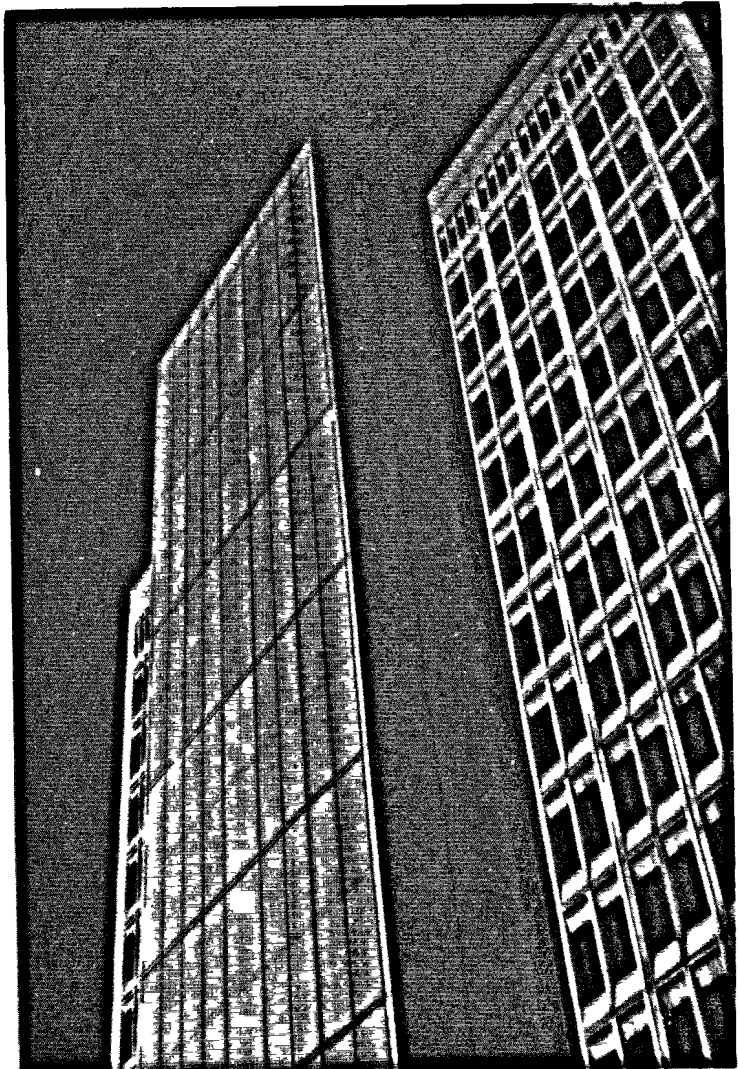
Ministère des Affaires sociales –
De l'Édifice Joffre au 1005 Chemin Ste-Foy (Québec)

Régime de Retraite – 2875 Boul. Laurier (Ste-Foy)

Ministère de l'Éducation – 600 rue Fullum (Montréal)

Les coûts de ces déménagements s'échelonnent entre \$100.00 et \$96,000.00.

La direction de l'Ameublement et Décoration s'est vu confier la responsabilité de l'inventaire de tout l'ameublement des ministères et organismes. La procédure a été établie et la mise en place du personnel requis sera faite au cours des prochains mois.



*Édifice Joffre, Québec
Addition d'ascenseurs*

Exploitation des immeubles

Programme 2

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'EXPLOITATION
DES MINÉRAUX
RICHARD DUMAS 3-2259

SECRETARIAT
DES OPERATIONS
JOSEPH TANGUAY 3-7593

DIRECTION
DE LA COORDINATION ET DES
SERVICES CONSULTATIFS
MARCEL LAFORTUNE 3-4025

POSTES ET
MESSAGERIES
GILLES BISSON 3-8628

SECURITE ET
STATIONNEMENT
MARCEL LAPORTE 3-8667

CONSERVATION
REPARATION
OPERATION
JEAN BOILEY 3-4025

SERVICES
ALIMENTAIRES
ET COMMUNAUTAIRES
GUY GAULIN 3-7987

DIRECTION DE L'EXPLOITATION
REGION DE QUEBEC
BERNARD MONTPETIT 3-1898

GERANT
CITE PARLEMENTAIRE
RENE SOUCY 3-1741

GERANT
SECTEUR-QUEBEC

GERANT
SECTEUR-EST

SERVICE DES
TRAVAUX

SERVICES
AUX
OCCUPANTS
PIERRE RODRIGUE 3-3596

SERVICE DE SOUTIEN
TECHNIQUE
ET ADMINISTRATION
LARRY HUDON 3-8187

DIRECTION DE L'EXPLOITATION
REGION EN PROVINCE
MARIUS POIRIER 3-8960

SOUS-REGION
EST
PAUL-ANDRE RAYMOND
RIMOUSKI: 724-5237

SOUS-REGION
CENTRE
GILBERT LAVOIE 3-3303

SOUS-REGION
MAURICE ESTRIE
JEAN TREPANIER
TROIS-RIVIERES: 379-5035

SOUS-REGION
SUD-QUEBEC
CAMILLE PELLETIER
M. 873-4906

SOUS-REGION
NORD-QUEBEC
GILBERT GUJMONT
ROUYN: 762-8221

SERVICE DE SOUTIEN
TECHNIQUE
ET ADMINISTRATIF
VILMONT MARTEL 3-4346

DIRECTION DE L'EXPLOITATION
REGION DE MONTREAL
ANATOLE GAGNON 873-4111

GERANT DU PALAIS DE
JUSTICE DE MONTREAL
RODRIGUE BOURDAGE
873-6316

SERVICE
DES
TRAVAUX
GUY BISSON 873-4202

SERVICE DE SOUTIEN
ET ADMINISTRATIF
YVES-PAUL GOULET
873-4111

Direction générale de l'exploitation des immeubles



*Richard Dumas, ing.
Directeur général*

La direction générale de l'Exploitation des Immeubles est responsable de l'opération, de l'entretien et de la garde des immeubles sous la juridiction du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement; elle doit veiller à ce que ces édifices soient constamment en bon état et que les occupants reçoivent les services auxquels ils ont normalement droit.

La direction générale de l'Exploitation comprend un Secrétariat des Opérations servant de support administratif, une direction chargée de la préparation et de l'implantation de politiques, normes et méthodes de travail, et trois (3) directions régionales responsables des opérations:

- Secrétariat des Opérations (8 effectifs)
- Direction Coordination & Services consultatifs (40 effectifs)
- Direction régionale de Montréal (446 effectifs)
- Direction régionale de Québec (1160 effectifs)
- Direction régionale en Province (151 effectifs)
 - Sous-région de l'est
 - Sous-région du centre
 - Sous-région de la Mauricie et l'Estrie
 - Sous-région du sud-ouest
 - Sous-région du nord-ouest

Les politiques ou grandes lignes guidant les décisions prises par la direction générale de l'Exploitation des Immeubles sont les suivantes:

- Décentraliser les opérations au niveau des directions régionales afin de permettre aux ministères clients d'obtenir des services adéquats dans des délais raisonnables. Le ministère a comme politique de structurer une gérance d'immeubles efficace, en relation étroite avec les occupants de chaque édifice.
- Faire préciser les mandats du ministère, en collaboration avec le Conseil du trésor, afin que le ministère remplisse adéquatement son rôle dans des domaines où la juridiction n'est pas définie, comme la sécurité, le stationnement, les services communautaires, l'entreposage, etc...
- Intensifier la participation de la direction générale de l'Exploitation des Immeubles dans la préparation des programmes pour l'acquisition de nouveaux édifices, au même titre que les ministères-clients, afin de rendre ces édifices fonctionnels, sécuritaires et d'en rationaliser les coûts d'exploitation.
- Établir des politiques et des normes concernant les diverses activités reliées à l'exploitation, afin d'uniformiser et d'accélérer les prises de décisions à tous les niveaux.

Immeubles

Les édifices sous la responsabilité de la direction générale de l'Exploitation totalisent à la fin de l'année fiscale 1974-75, une superficie de 19,775,000 pieds carrés, dont 5,575,000 pieds carrés en location.

En 1966, les propriétés totalisaient 6,000,000 pieds carrés et une augmentation moyenne de plus de 1,000,000 pieds carrés par année avait porté le tout à 16,600,000 pieds carrés en 1974. Par suite d'ententes entre les autorités concernées, la gérance des centres de voirie (2,400,000 pieds carrés) a été remise au ministère des Transports au début de l'année fiscale 1974-75 d'où une réduction à 14,200,000 pieds carrés en propriétés.

Parmi les principales acquisitions, on peut mentionner la location de l'immeuble du 600 rue Fullum pour l'usage du M.E.Q. et de deux immeubles: 835 St-André et 3205 boul. St-Joseph à Montréal pour le Conseil d'Orientation et de Formation des Immigrants (Cofi). Le ministère a vendu le Pavillon St-Vallier. À la fin de l'année, la direction générale a pris possession du palais de justice de Valleyfield, complètement rénové et agrandi par la direction générale de l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement.

Des réparations majeures ont été effectuées à la prison de Bordeaux et à la toiture de l'édifice « B » dans la cité parlementaire. On a débuté les travaux de rénovation des ascenseurs de l'édifice « E ».

La direction générale de l'Exploitation des Immeubles a participé aux différentes étapes relatives à des projets de construction de plusieurs nouveaux édifices, entre autres, la Tour de Place Desjardins, l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie, le Centre administratif de la Sûreté à Québec, les Centralisations de St-Jérôme et Jonquière, de même qu'à des projets de location de quelques édifices d'envergure.

Budget

Le montant de \$40,673,500.00 représente le coût total de l'exploitation des Immeubles pour l'année fiscale 1974-75. Le budget entre les éléments de programme se répartit comme suit:

— Conservation, Réparation	\$ 8,233,900.00
— Gestion des Immeubles	\$20,001,300.00
— Sécurité et Stationnement	\$ 7,344,500.00
— Postes & Messageries et Services aux Occupants	<u>\$ 5,093,800.00</u>
	\$40,673,500.00

Conservation, réparation et opération

Dans son mandat de recherches, ce service s'est concentré à normaliser les devis d'entretien ménager dans les édifices gouvernementaux. L'étude consiste à uniformiser les activités de nettoyage, à déterminer les fréquences en fonction de l'utilisation des surfaces, à évaluer quantitativement et qualitativement le personnel ouvrier et de maîtrise dans le but d'obtenir un degré de propreté acceptable dans ces édifices.

À la suite de ces études, afin de corriger les nombreux problèmes de rendement, le ministère a mis en application un tout nouveau système de contrat dans l'entretien ménager. Désormais, le ministère prédétermine le personnel devant être affecté aux différentes tâches, et l'entrepreneur est rémunéré selon le nombre de personnes qui sont effectivement au travail. Cette méthode a été appliquée en priorité dans les édifices d'envergure comme le « G » et le « H » à Québec, Place de la Justice et 1701 Parthenais à Montréal.

Ce service a, de plus, travaillé à l'implantation d'un système d'entretien planifié pour les édifices de la péninsule gaspésienne et de la région de l'Estrie.

La région de Québec se voit doter d'un système d'entretien planifié pour tous les édifices alors qu'auparavant, ce système n'existait que dans trois (3) complexes d'envergure. L'implantation de ce système se fera dans les premiers mois du prochain exercice financier.

Sécurité

Au niveau des opérations, le ministère a pris à sa charge avec ses propres employés, le gardiennage des endroits suivants: 600 rue Fullum, 225 Grande Allée, 1601 rue Semple, le Complexe scientifique et l'Aéroport du ministère des Transports.

Avec l'envergure des nouveaux édifices, le ministère a vu progresser rapidement son service de sécurité qui a débuté dans sa forme actuelle vers 1969. Il faut maintenant prévoir et opérer des systèmes plus complexes. Le service de sécurité voit à l'application intégrale des règlements des ministères du Travail et des Affaires municipales et dans certains cas, va même au delà des règlements comme dans le cas des systèmes de communications avec les occupants. Le service préconise des systèmes de sécurité intégrés et reliés à une salle de contrôle centrale, et est très actif dans le suivi des différents projets de construction.

Le bureau provincial du service a contribué à accentuer l'implantation des plans de mesures d'urgence et a touché à 754 cas spécifiques d'inspections, de relevés et d'enquêtes, tout en aidant les régions à implanter les systèmes de gardiennage dans les nouveaux édifices. Le service a soumis au Conseil du trésor un projet de directives pour délimiter les responsabilités relativement aux plans de mesures d'urgence.

Le service s'est aussi procuré deux (2) films concernant la sécurité et environ 5,000 fonctionnaires les ont visionnés à date. Une attention spéciale est apportée au perfectionnement et recyclage des effectifs et un total de 877 membres du service ont participé à 26,700 heures de formation au cours de l'année.

Stationnement

Le service Sécurité et Stationnement s'est vu confier au cours de l'année la responsabilité de la coordination et de l'application de la politique gouvernementale en matière de stationnement, selon les modalités et les échéances définies dans l'approbation du Conseil du trésor portant le numéro 55369.

À Québec, la Société Parc Auto du Québec métropolitain administre pour le ministère, 4,226 espaces intérieurs de stationnement et 1,822 espaces extérieurs. Cette société s'est vue confier la perception des espaces des fonctionnaires à Place de la Capitale et l'opération des stationnements St-Amable et Bon Pasteur.

À Montréal, le service de stationnement du ministère a géré 931 espaces intérieurs et 3,066 espaces extérieurs.

Le ministère a dû louer 566 espaces de stationnement supplémentaires afin de répondre aux demandes des différents ministères.

Postes et messageries

L'année a marqué une étape importante pour ce service, car la responsabilité en matière de Postes et Messageries a été confiée au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement par l'arrêté en conseil 4446-74 en date du 13 novembre 1974. Par suite de cette décision, le ministère devra intégrer sous sa juridiction, selon un échéancier qui se répartit sur une période de trois (3) ans, les opérations de traitement du courrier pour les ministères à bas et moyen volume de courrier, et servir de conseiller aux ministères à haut volume de courrier.

Pour la durée de cette période d'intégration, il a été décidé de centraliser sous une même autorité les responsabilités de l'élaboration des politiques et procédures et la gestion des opérations.

Les principes généraux de fonctionnement de ce service sont les suivants:

- Dans les régions de Québec et de Montréal, le service dessert les édifices gouvernementaux avec des circuits réguliers de messageries, qui font la cueillette et la livraison au moins deux (2) fois par jour. (70 adresses desservies à Québec et 70 à Montréal)

Tout le courrier adressé à un de ces édifices est traité par un service interne quotidien (1,800 livres de courrier par jour).

Le courrier adressé à des particuliers ou à d'autres édifices, est affranchi par le service et acheminé via la poste fédérale.

- Pour la région «En Province », lorsque le volume le justifie, le service fournit les appareils à affranchissement et les fonds nécessaires, et le courrier est acheminé par la poste fédérale.

Au cours de l'année, le service des Postes et Messageries a traité 24,440,000 unités (lettres ou colis) pour un montant d'affranchissement de \$2,915,000.00 dont \$150,000.00 pour des permis de 2ème classe et \$250,000.00 pour des permis de 3ème et 4ème classes.

De plus, au cours de l'année, la poste fédérale a complété la mise en application de l'entente concernant la livraison du courrier par adresse civique dans le Québec métropolitain.

Services alimentaires et communautaires

Au cours de l'année, ce nouveau service a procédé à sa structuration et au recrutement du personnel nécessaire pour le bureau central et pour les directions régionales.

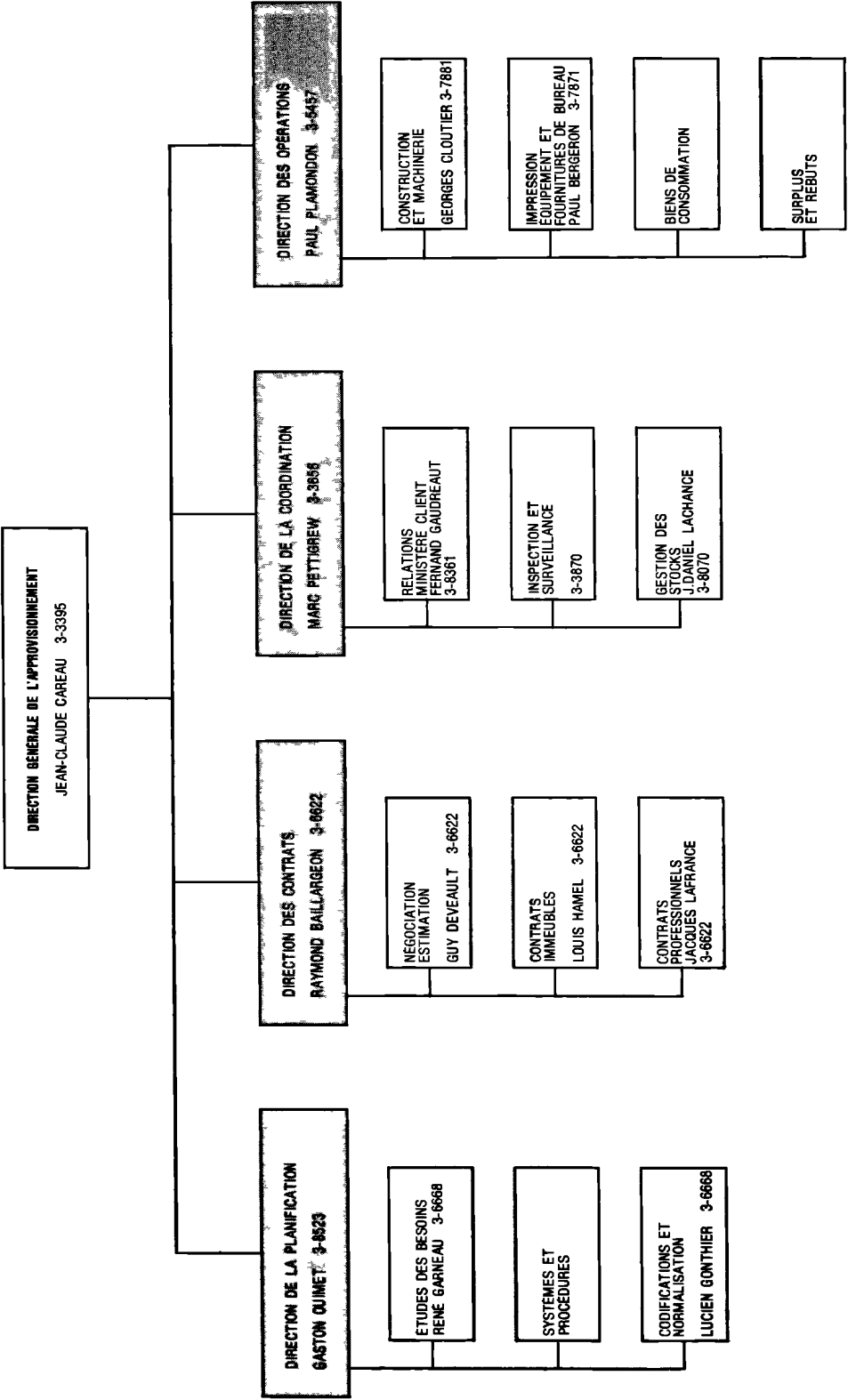
Le Conseil du trésor a émis le 12 janvier 1974, une directive définissant les principes directeurs du partage des responsabilités et de l'application des divers types de services alimentaires dans les édifices du gouvernement.

L'inventaire des services alimentaires existants dans les régions de Québec et de Montréal a été complété. Le service en fait présentement l'analyse, afin d'assurer la mise en vigueur de la directive dans les délais prévus.

Le service a été mandaté pour étudier les politiques, normes et procédures dans le cas des plantes d'intérieur.

Approvisionnement

Programme 3



Direction générale de l'approvisionnement



*Jean-Claude Careau, ing.
Directeur général*

La direction générale de l'Approvisionnement a été dotée de **quatre** directions afin de rencontrer les objectifs suivants:

- 1 — dans le cadre des lois, règlements et politiques, **satisfaire** les besoins en approvisionnement des ministères et des organismes gouvernementaux désignés et ce, **aux** meilleures conditions; et
- 2 — en conformité avec les lois et règlements en vigueur, **procurer** à toutes les unités administratives, les contrats de travaux relatifs à l'**allocation** des espaces et à l'exploitation des immeubles dont le ministère a la **responsabilité**.

Direction de la planification

La création de la direction de la Planification de l'approvisionnement en mai 1974 résultait des recommandations de divers comités à l'effet d'**élargir** la mission du Service général des Achats pour en faire une direction **générale** de l'Approvisionnement.

Les vocations de cette direction étaient déterminées comme suit:

- Établir des mécanismes afin de connaître les besoins en approvisionnement des ministères et des organismes désignés à l'intérieur de leurs programmes respectifs.
- Effectuer les études et analyses et la projection des besoins tels que définis par les ministères et des organismes désignés.
- Regrouper les besoins des ministères et des organismes désignés en vue de déterminer les méthodes et moyens les plus rentables pour satisfaire les besoins en approvisionnement.
- Élaborer les programmes d'approvisionnement.
- Établir les normes de qualification, analyser les demandes d'admissions, dresser la liste des fournisseurs et en assurer la mise à jour.
- Définir en coopération avec les ministères et les organismes désignés, les procédures, les mécanismes, les systèmes, et l'information concernant l'approvisionnement.
- Élaborer un système d'approvisionnement homogène à l'intention des ministères et organismes désignés.
- Élaborer et proposer des politiques d'approvisionnement.
- Établir des taux de location de matériels à l'intention de ministères et organismes désignés.

L'organisation de cette direction prévoyait la formation de trois services: celui de l'étude des besoins, celui de la codification et normalisation et celui des systèmes et procédures d'approvisionnement.

Malgré les difficultés rencontrées à recruter le personnel de cadre et professionnel requis par cette direction, il a été possible durant l'exercice financier:

- D'émettre un répertoire des taux autorisés de location de matériels, répertoire dont plus de 2,000 copies étaient vendues par l'Éditeur officiel du Québec.
- De conceptualiser et d'élaborer un système universel de cartes de crédit du Gouvernement du Québec (C.C.U.Q.) et d'aider à son implantation par la direction de la Coordination.
- D'étudier les besoins du gouvernement en huile à chauffage et d'en systématiser l'acquisition par des négociations massives.
- De réviser les procédures internes de la direction générale et de compléter et distribuer un manuel de fonctionnement.

- D'élaborer un système de réapprovisionnement **moderne** à l'intention des entrepôts de la direction générale et de définir les **procédures de gestion** d'un fonds de renouvellement qui opérera au début de l'exercice financier 1975-76.
- De faire des recommandations au Conseil du trésor, afin de réviser en profondeur les divers arrêtés en conseil concernant les **contrats d'achat**, les **contrats de location** et la disposition des surplus.

Direction des opérations

La direction des Opérations, qui est responsable des achats et locations pour tous les ministères et organismes désignés, a dû relever de nombreux défis durant l'exercice financier 1974-75.

La rareté des matériaux, la montée en flèche des prix, les demandes croissantes et urgentes des ministères, ont fait en sorte que l'année a été des plus intéressantes pour les professionnels de l'approvisionnement.

Pour ne citer que quelques exemples, il s'agit de rappeler la crise du pétrole, les problèmes causés par l'acquisition des matériaux de construction, du papier, de l'antigel, etc...

Malgré tout, nous avons maintenu notre politique de **prix fermes**, sauf pour certains achats de papier et d'hydrocarbures, et à l'aide de **nouvelles sources d'approvisionnement** et le regroupement de certains besoins, nous avons déterminé des méthodes et des moyens plus rentables pour satisfaire les demandes des ministères.

Du 1^{er} avril 1974 au 31 janvier 1975, la direction des Opérations a transigé 29,317 réquisitions pour un montant total de \$117,218,000.

Direction de la coordination

Service des Relations

La direction de la Coordination par son service des Relations cherche à aider les ministères dans la solution des problèmes d'approvisionnement.

Le Service général des Achats a tenu à cette fin une **première** réunion avec tous les responsables d'approvisionnement des ministères, afin de leur démontrer le plan directeur du S.G.A. et les informer de sa volonté de collaborer d'une façon très étroite avec chaque service d'approvisionnement.

Durant l'année 1974-75, le système de la Carte de Crédit universelle du Québec (C.C.U.Q.) a été implanté. Ce système avait pour but d'éliminer le trop grand nombre de cartes de crédit de diverses compagnies pétrolières et de minimiser les erreurs, les pertes, etc... De plus, ce système facilite énormément la gestion de l'utilisation de l'essence par véhicule, les raffineries fournissant un état mensuel par ministère et par centre de responsabilité.

Quoique encore à l'état embryonnaire, nous réalisons que le service des Relations commence à être reconnu et apprécié des fournisseurs. Plusieurs d'entre eux font appel à ce service pour exposer des problèmes de paiement ou pour d'autres problèmes qu'ils rencontrent avec le S.G.A. ou les ministères.

Service d'Inspection et Surveillance

Le service d'Inspection et Surveillance a continué son oeuvre et il a fait près de 800 visites aux usines et distributeurs du gouvernement. Fait intéressant à noter, certains fournisseurs reconnaissent que l'inspection à la fabrication faite par une personne étrangère à leur compagnie les aide à déceler certaines lacunes dans leurs usines. De plus, les inspecteurs, par la visite de différentes usines, sont en mesure de fournir quelques conseils pratiques et susceptibles d'améliorer la qualité et les prix de revient d'un manufacturier.

Service de la Gestion des Stocks

Le service de la Gestion des Stocks se prépare fébrilement à l'implantation du projet-pilote de la formule du fonds renouvelable. Cette formule, qui élimine les imputations au budget, a pour but de donner à un service un fonds monétaire, lequel est renfloué par le paiement des ministères au fur et à mesure que ceux-ci sont facturés.

Par suite d'une étude de la direction de la Planification, une nouvelle formule de réapprovisionnement a été implantée de telle sorte que les bris de stock ont considérablement diminué.

L'entrepôt et les magasins du Service général des Achats ont atteint un chiffre d'affaires d'approximativement \$3,250,000 ce qui représente près de 40,000 livraisons différentes pour toute la province.

Service des Surplus et Rebuts

Le service des Surplus et Rebuts a effectué 335 transactions de vente pour un montant de \$650,000. Il a fait 27 transferts dans divers ministères pour un montant de \$145,000.

Direction des contrats

La direction des Contrats a pour objectif d'assurer à toutes les unités administratives du ministère, des services compétents, conformes aux lois et règlements en vigueur, dans les formalités d'appels d'offres et d'adjudication des contrats pour travaux et services professionnels.

En vue de réaliser cet objectif, cette direction est continuellement en relation avec toutes les directions du ministère, plus particulièrement celles de l'Aménagement, de la Construction et des trois directions régionales responsables de l'exploitation des immeubles.

Elle est composée des trois services suivants:

- Service des contrats d'immeubles
- Service de l'estimation et négociation
- Service des contrats de professionnels.

Service des contrats d'immeubles

Ce service est responsable de l'application des lois, règlements et instructions relatifs à l'adjudication des contrats de construction, de réparation, d'aménagement, d'entretien et de services pour les immeubles du gouvernement et leurs composantes.

Il obtient des autres directions les plans et devis des projets à être réalisés et procède aux demandes de soumissions en déterminant les modalités applicables à chacun des cas conformément aux lois en vigueur.

Après réception et ouverture des soumissions, il doit vérifier et analyser les soumissions reçues pour s'assurer que les documents soumis sont complets et conformes aux instructions et que les entrepreneurs ont fourni les garanties requises.

Enfin, il obtient l'autorisation d'engager les montants nécessaires auprès des organismes compétents, prépare les contrats et obtient les garanties et signatures requises.

Service de l'estimation et négociation

D'une façon générale, ce service est responsable des activités relatives à l'estimation des projets de construction, de réparation, d'entretien et de services pour les immeubles du gouvernement et le cas échéant, aux négociations lors de l'adjudication d'un contrat. Plus particulièrement, les principales fonctions de ce service sont:

- Étudier les plans et devis préparés par les professionnels afin de s'assurer qu'ils sont conformes et complets pour les appels d'offres.
- Préparer les estimations des projets soumis aux appels d'offres et procéder aux négociations nécessaires à l'adjudication de certains contrats.

- Analyser les modifications aux contrats, les négocier au besoin et en recommander les coûts.
- Vérifier périodiquement les coûts relatifs à l'industrie de la construction et fournir aux divers services du ministère certaines données techniques utiles à la préparation des budgets pour la construction ou l'entretien des immeubles.,

Service des contrats de professionnels

La vocation de ce service consiste à effectuer les démarches indispensables dans l'évaluation, la négociation et l'adjudication des contrats pour services professionnels et à administrer les mécanismes relatifs au paiement des honoraires aux professionnels-conseils.

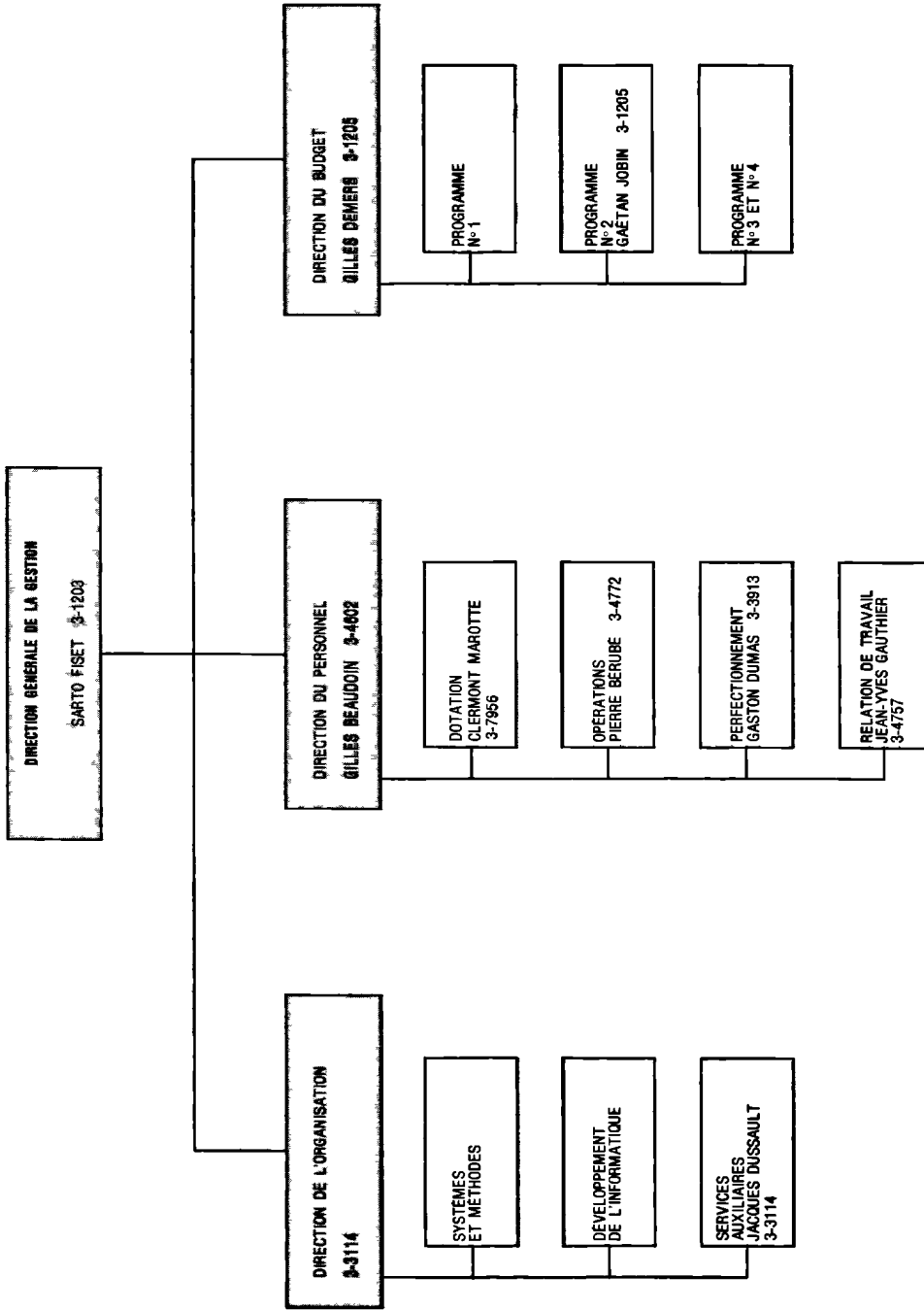
En conséquence, il doit réclamer des unités administratives du ministère des réquisitions définissant la nature des services attendus des professionnels, déterminer les modalités de paiement des honoraires et s'assurer qu'il n'y a pas de chevauchement dans les divers mandats confiés aux professionnels-conseils.

Après avoir évalué le coût des services, il obtient les crédits nécessaires et rédige, pour signature du ministre, la correspondance relative aux contrats de services professionnels.

Afin de maintenir un meilleur contrôle du respect des clauses contractuelles, le Service des contrats de professionnels s'est adjoint un agent-vérificateur qui analyse et vérifie les comptes d'honoraires avant d'en recommander le paiement.

Gestion

Programme 4



Direction générale de la gestion



*Sarto Fiset, c.g.a.
Directeur général*

La direction générale de la Gestion a poursuivi, au cours de l'exercice financier 1974/75, son objectif qui est de fournir aux directions opérationnelles le soutien administratif nécessaire à leur bon fonctionnement.

Son activité est répartie entre les trois directions qui la composent, soit la direction de l'Organisation, la direction du Budget et la direction du Personnel.

Direction de l'organisation

La direction de l'Organisation est responsable du développement et de la mise à jour du plan d'organisation, de la mise sur pied des systèmes de gestion et des procédures ainsi que de la préparation et de la publication des directives internes du ministère.

Les principales réalisations de la direction de l'Organisation au cours de l'année financière 1974/75 ont été la mise sur pied d'un nouveau plan d'organisation et fonctionnement, et la mise en marche d'une étude d'envergure sur la gestion des documents.

1 — La mise sur pied d'un nouveau plan d'organisation supérieure

L'objectif principal visé était d'améliorer l'efficacité des services offerts aux ministères-clients. Les grandes lignes de force qui ont servi à monter ce plan sont:

a) La mise en place d'un système de gestion et de vérification interne

Le développement de la direction générale de la Gestion qui avait été amorcé l'année précédente a été poursuivi en mettant l'accent sur l'organisation de la section système et méthode. Du côté de la direction générale de l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement, une attention particulière a été apportée à l'organisation du Secrétariat des Opérations qui représente le centre du contrôle dans cette direction générale.

b) La régionalisation de l'action du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement

Considérant que 30% des opérations de la direction générale de l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement étaient concentrées à Montréal, une direction régionale fut créée en vue d'assurer un meilleur contrôle des demandes et suivi des projets de cette région et, conséquemment, assurer un meilleur service aux ministères-clients.

D'autre part, l'exploitation des immeubles dans la région de Québec devenait considérable et le directeur régional ne pouvait suffire à la tâche. Pour pallier à cette situation, un système de gérance a été développé et le territoire de la direction régionale de Québec a été divisé en trois secteurs, chacun d'eux étant confié à un gérant.

c) Le développement du rôle d'expertise du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et l'amélioration de la qualité des opérations courantes

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui sont dévolues par les lois et règlements en vigueur dans le domaine de la négociation en vue de l'acquisition de gré à gré ou de la cession d'un immeuble par le gouvernement ou en vue d'une transaction à l'occasion d'une expropriation faite par le gouvernement, le M.T.P.A. a dû modifier la structure de la direction de l'Acquisition de l'Espace pour y intégrer les dimensions, estimations, achats et ventes de biens immobiliers.

De plus, des modifications à la direction générale de l'Approvisionnement et à la direction générale de l'Allocation de l'Espace et de l'Équipement ont été réalisées au niveau de l'infrastructure du plan d'organisation, dans le but d'améliorer la qualité des opérations par une organisation mieux adoptée aux besoins.

2 — Manuel d'Organisation et Fonctionnement

Ce manuel décrit les objectifs, responsabilités et circuits administratifs des directions. Son élaboration a débuté l'année précédente et se continue. En 1974/75, plusieurs documents sont venus s'ajouter dont certains sont une conséquence directe du nouveau plan d'organisation et d'autres concernent strictement l'aspect contrôle ou procédure.

Dans cette dernière catégorie, on retrouve par exemple un document qui élabore un système d'inventaire de l'ameublement du gouvernement.

Ce système, dont l'implantation et l'opération sont confiées à un service de la direction de l'Ameublement et Décoration, a pour objectif d'exercer un contrôle adéquat sur les meubles mis à la disposition des ministères et organismes du gouvernement, et d'en connaître les quantités exactes ainsi que leur localisation.

3 — Gestion des documents

La direction de l'Organisation participe aux travaux d'un groupe de travail du Conseil du trésor, dit « de destruction et de conservation de documents », en plus d'avoir le mandat d'établir une procédure de destruction de documents et de prévoir l'organisation et la gestion d'un centre d'entreposage des documents semi-actifs et inactifs pour l'ensemble du gouvernement.

L'objectif principal du comité précité est d'établir des règles de conservation permanente pour tous les documents du gouvernement afin de pouvoir détruire, dans un premier temps, tous les documents inutiles et de confier ultérieurement au centre d'entreposage tous les autres documents semi-actifs et inactifs.

La direction de l'Organisation a amorcé les études nécessaires à l'organisation et à la gestion du centre de pré-archivage et nous prévoyons que le début de ses opérations se fera au cours de l'année 1976.

En parallèle avec les mandats précités, la direction de l'Organisation a entrepris de réviser au complet les systèmes de gestion de documents en usage au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Direction du budget

La direction du Budget a pour objectifs généraux d'assurer une saine gestion budgétaire et financière au ministère et d'assister les directions opérationnelles dans tous les domaines reliés à l'administration du budget et à la comptabilité.

Les principales activités de la direction du Budget sont:

- a) la préparation du budget;
- b) la surveillance du contrôle du budget et du suivi des engagements;
- c) l'analyse et la conciliation des rapports des sections régionales de comptabilité et du Secrétariat des Opérations;
- d) la participation aux travaux du système de gestion budgétaire et comptable du gouvernement; et
- e) la vérification et la surveillance des dépenses relatives à l'exploitation des immeubles mis à la disposition des délégations ou bureaux du Québec à l'étranger.

Le budget brut du ministère a été, au cours de l'exercice financier 1974/75, de \$112,306,500 comparativement à \$91,340,100 l'année précédente, soit une augmentation de \$20,966,400. Ces montants incluent des dépenses de nature capital pour un montant de \$28,992,400 en 1974/75 comparativement à \$34,131,800 en 1973/74.

Le tableau numéro 1 démontre l'évolution des budgets et des dépenses du ministère au cours des 10 dernières années.

Direction du personnel

La direction du personnel a poursuivi ses activités dans les domaines de la dotation du personnel, du perfectionnement et des relations du travail.

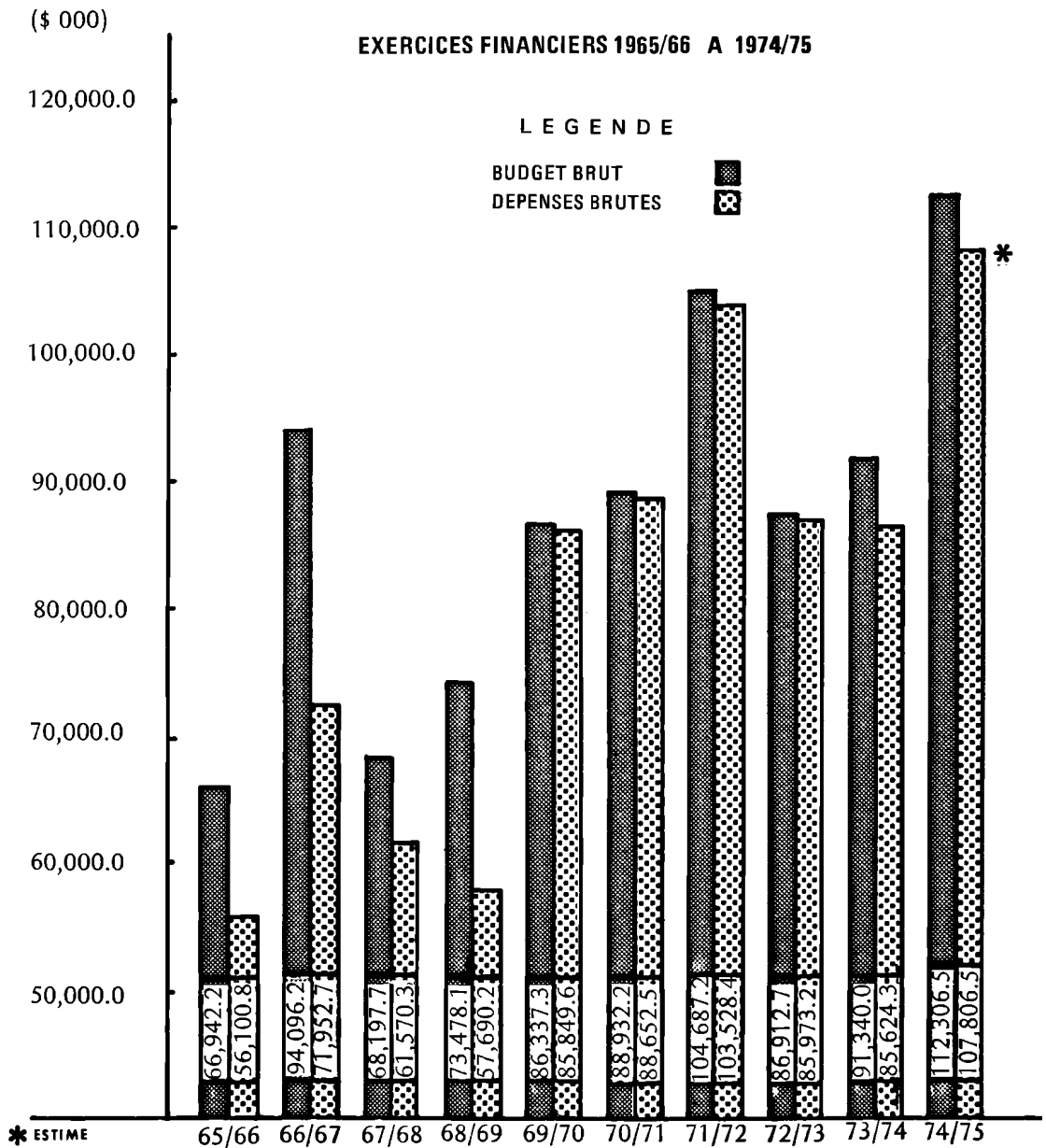
Dotation

Les effectifs autorisés du ministère pour l'exercice financier 1974/75 étaient de 2,209.

Au 31 mars 1975, 1990 postes étaient occupés et leur répartition par catégorie de personnel ainsi que les chiffres comparatifs au 31 mars 1974 sont montrés au tableau numéro 2.

TABLEAU NUMÉRO 1

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT
BUDGET ET DEPENSES**



SOURCE: COMPTES PUBLICS PROVINCE DE QUÉBEC

TABLEAU NUMÉRO 2**RÉPARTITION DES EMPLOYÉS**

Catégorie	31 mars 1974	31 mars 1975
Administrateurs	18	25
Adjoints aux cadres supérieurs	25	24
Professionnels	110	151
Techniciens	119	113
Personnel de bureau	355	397
Agents de la paix	300	341
Ouvriers	994	939
Total	1921	1990

Il est à remarquer que nos effectifs ont augmenté de soixante-neuf (69) employés, soit une augmentation d'environ 3.5% pour l'exercice financier clos le 31 mars 1975.

Les professionnels ont fait un bond notable de quarante et un (41) qui s'explique par un recrutement massif d'ingénieurs, d'architectes et d'analystes de procédés administratifs, alors que le personnel de bureau a augmenté de quarante-deux (42), conséquemment à des conditions plus favorables de recrutement.

L'effectif des agents de la paix a continué à progresser selon les prévisions quoique le recrutement ait été beaucoup plus difficile durant le dernier semestre.

La diminution du personnel ouvrier est principalement due au fait que les postes devenus vacants n'ont pas été comblés par suite de l'application de la politique du ministère de confier ce travail sur base contractuelle.

L'attrait d'une carrière dans le secteur privé et au niveau fédéral, joint à une échelle de traitement plus généreuse ailleurs, font que les candidats dans ce secteur n'ont pratiquement pas d'intérêt pour nos postes à pourvoir.

Au cours des douze (12) mois terminés au 31 mars 1975, nous avons enregistré deux cent dix (210) départs dont cinquante (50) par mutation vers d'autres ministères et cent soixante (160) par démission, mise à la retraite ou décès. Par contre, le service de la dotation a réussi à recruter deux cent soixante-dix-neuf (279) personnes. La répartition de ces données par catégorie d'employés est montrée au tableau numéro 3.

TABLEAU NUMÉRO 3

MOUVEMENT DE PERSONNEL
1^{er} AVRIL 1974 AU 31 MARS 1975

Catégorie	Départs	Nouveaux employés
Administrateurs	2	4
Adjoints aux cadres supérieurs	—	3
Professionnels	19	41
Techniciens	9	18
Personnel de bureau	68	92
Agents de la paix	11	51
Ouvriers	101	70
Total	210	279

En outre du recrutement d'employés, le service de dotation a tenu plusieurs concours d'avancement et de promotion dans le but de combler, autant que possible par l'intérieur, les nouveaux postes créés et les postes devenus vacants et de permettre à nos employés de progresser dans leur carrière.

Perfectionnement

Le programme de formation, perfectionnement et accueil vise un ensemble d'activités qui ont pour objectif de répondre aux besoins exprimés par notre clientèle ministérielle.

La méthode généralement employée permet aux participants de vivre une expérience de travail avec d'autres équipes de travail et favorise, chez chacun des participants au niveau de la participation et de l'animation, la découverte de comportements et d'attitudes pouvant donner naissance à une décision administrative qui soit à la fois cohérente et satisfaisante.

Le service du perfectionnement a couvert une gamme variée de travaux en 1974/75 tant au niveau de colloques, réunions d'information, que de sa division de l'accueil.

Les principaux sujets touchés par le perfectionnement durant la dernière année financière furent: le système métrique, la sécurité au travail, les problèmes de gestion, les relations de travail, les techniques de personnel et des cours spéciaux de langue d'affaires.

En collaboration avec le comité du système métrique du ministère, nous avons organisé un colloque à l'intention de nos employés et auquel ont participé deux représentants de la Commission du système métrique du gouvernement fédéral.

Dans l'ensemble, ce sont les directeurs de direction, les chefs de service et les gestionnaires qui participent le plus intensément aux activités du programme de perfectionnement en ce qui touche les techniques de gestion et d'administration, les relations de travail et le contrôle budgétaire.

Un colloque spécial fut organisé en collaboration avec la Commission des accidents du travail de Québec à l'intention de toute la gérance intermédiaire pour discuter des problèmes relatifs aux accidents du travail.

Le programme spécial de formation de base et de perfectionnement pour les gardiens-constables qui a été dispensé par l'Institut de Police du Québec à Nicolet a touché une clientèle de quatre-vingt-quatorze (94) personnes.

De plus, le service du perfectionnement a recommandé au service des prêts et bourses du ministère de l'Éducation l'octroi de cinquante-sept (57) bourses pour un montant d'environ \$5,500.

Les tableaux 4 et 5 donnent certains détails sur le nombre de cours dispensés ou de séminaires organisés et la participation du personnel.

TABLEAU NUMÉRO 4

COURS DE PERFECTIONNEMENT 1^{er} AVRIL 1974 AU 31 MARS 1975

Domaine	Nombre de cours	Participants
Normes et sécurité	1	17
Gestion	6	129
Contrôle budgétaire	7	122
Relations de travail	12	178
Techniques administratives	6	125
Initiation au travail	3	21
Commission des accidents du travail	4	143
Commission du système métrique du Canada	1	47
Total	40	782

TABEAU NUMÉRO 5

SÉMINAIRE DE PERFECTIONNEMENT TECHNIQUE
1^{er} AVRIL 1974 AU 31 MARS 1975

Domaine	Nombre de sessions	Participants
Technique machines bureau	2	13
Agents de la paix	10	129
Chauffage, ventilation	20	39
Divers (Québec, Canada, États-Unis, Europe)	37	56
Total	69	237

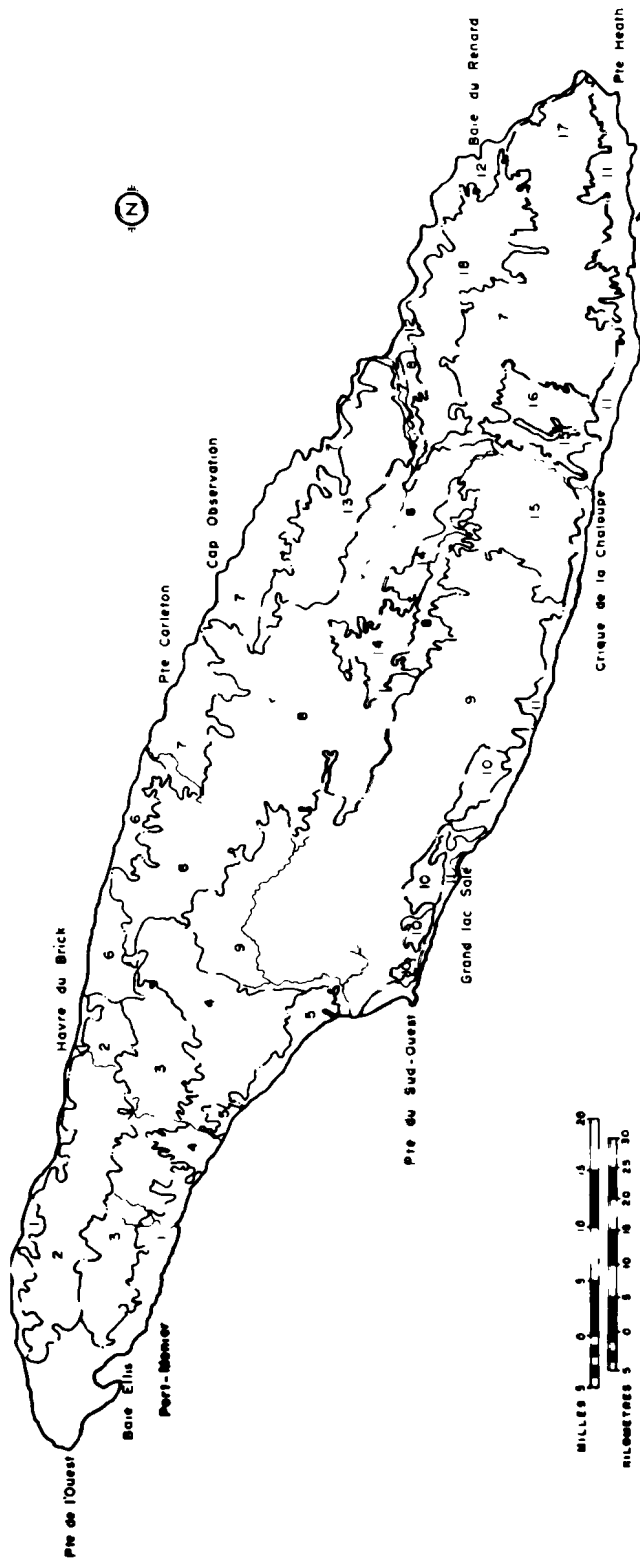
Relations du travail


Sur le plan des relations du travail, notre service a réglé de nombreux cas de griefs, soit par entente directe avec les divers représentants des unités syndicales ou par le processus d'arbitrage prévu aux conventions collectives.

Au début de l'exercice 1974/75, le nombre des griefs inscrits était de quatre-vingt-dix-huit (98) alors que nous terminons ledit exercice avec seulement dix-sept (17) cas en suspens.

Appendice

Île d'Anticosti



<div>  ÎLE D'ANTICOSTI </div>	
DISTRICTS ÉCOLOGIQUES	
INVENTAIRE ÉCOLOGIQUE DE L'ÎLE D'ANTICOSTI	
1- Port-Ménier 2- Lac Faure 3- La Loutre — Becc-Scie 4- Rivière au Fusil 5- Estuaire de la rivière à la Chaloupe 6- Rivière à l'Huile	7- Vauréal — Observation 8- Plateau central 9- Jupiter — Ferrée 10- Formation Chicotte 11- Passage de Gaspé 12- Passage de Jacques Cartier Source: Claude Desloges et al.
13- Arrière pays Vauréal-Saumon 14- Dépression centrale 15- Chaloupe — Dauphine 16- Dauphine Est et Ouest 17- Lac du Renard 18- Cuvette du Nord-Est	

Appendice

Île d'Anticosti

L'achat de l'Île d'Anticosti par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement ayant été une transaction majeure au cours de la présente année, un bref historique de ce territoire nous semble convenir comme appendice au présent rapport annuel.

Anticosti, île située dans le golfe St-Laurent à 20 milles de la Côte Nord et à 45 milles de la péninsule gaspésienne, d'une longueur de 140 milles et d'une largeur maximale de 35 milles, d'une superficie de 3,100 milles carrés, de faible élévation (la majeure partie de l'Île étant à moins de 500 pieds d'altitude et son sommet à 1025 pieds au-dessus du niveau de la mer) est en grande partie boisée de résineux où abonde le chevreuil de Virginie (population: 75,000 têtes) et contient de nombreux lacs et rivières où fourmillent la truite rouge et le saumon.

En raison de son site stratégique, Anticosti a été convoitée de tout temps par les puissances étrangères et tout spécialement en 1937 par l'Allemagne d'Hitler qui y dépêche un groupe d'ingénieurs pour définir son potentiel en vue d'en faire l'acquisition, si bien que l'honorable Lyon MacKenzie King, premier ministre du Canada à cette époque, jugea nécessaire dans un discours à la Chambre des Communes d'assurer le peuple canadien que son gouvernement ne permettrait jamais le contrôle d'Anticosti par une puissance étrangère.

Les premiers visiteurs sur l'Île d'Anticosti furent sans doute des indiens de la Côte-Nord vivant de chasse. Ces derniers lui donnèrent le nom de Notiskuan, ce qui

signifie « là où l'on chasse l'ours ». Jacques Cartier y débarqua le 15 août 1534 et l'appela « Île de l'Assomption ».

Vers 1660, on l'appelle Anticosti, nom qui lui aurait été donné par des pêcheurs basques et qui est dérivé de deux mots espagnols: anti (avant) et costa (côte).

Louis XIV, le Roi soleil, donna l'Île en 1680 à Louis Jolliet en reconnaissance pour ses découvertes des Grands Lacs et du Mississippi mais se réserva les droits miniers. C'est là que ce grand explorateur mourut et fut enterré.

En 1763, lors du début de la domination anglaise au pays, l'Île fut annexée à Terre-Neuve, mais en 1774, elle fut remise au Canada, pour redevenir une partie de Terre-Neuve de 1808 à 1825.

On raconte que durant cette dernière période et jusqu'en 1854, Anticosti fut le repaire du pirate et contrebandier Louis Olivier Gamache. La légende veut qu'il soit enterré à Ellis Bay près de l'endroit où s'élevait sa maison.

Les archives sont avares de renseignements quant aux titres de propriété de l'Île au 19^{ième} siècle mais on sait toutefois qu'elle est demeurée la possession de la famille Jolliet pendant de nombreuses années et qu'une quantité de transactions intéressantes figurent à son histoire. Ainsi, en 1809, un québécois du nom de Patrick Langan acquiert la moitié de l'Île lors d'un encan pour \$ 800.00 (175 livres anglaises=pounds). À cette époque on tente de coloniser l'Île; mais ces tentatives se sont avérées futiles quoique lors du recensement de 1881, la population permanente de l'Île se chiffrait à 676 âmes.

En 1884, F.W. Stockwell de Québec, lors d'un nouvel encan, achète l'Île au prix de \$ 101,000. (22000 livres anglaises=pounds) au nom de son frère T.G. Stockwell alors résident de Bath, Angleterre. Les tentatives de colonisation des Stockwell échouèrent et la société formée par eux fut liquidée en 1889. Et les derniers colons qui y vécurent furent sauvés de la famine grâce à l'intervention du Gouvernement du Canada.

En 1895, l'Île fut vendue pour la somme de \$ 125,000.00 à un français Henri Menier, riche fabricant de chocolat.

Menier crée le village de Baie Ste-Claire, fonde celui de Port Menier. Il utilise ses fonds personnels à l'importation d'animaux sauvages, tels que le chevreuil de Virginie, l'orignal, le bison, l'élan, le lièvre, le castor, le vison. Il exploite les ressources de l'Île, entre autres, la coupe du bois, l'agriculture, la pêche commerciale du homard qu'il met en conserve, la chasse aux phoques et fait le commerce des fourrures. Il construit à Port Menier sur la Baie Ellis un château qui fut un site d'intérêt jusqu'à ce qu'il soit détruit par le feu en 1953. Il fit également construire un quai et un chemin de fer. Il institua au début des années 1900 l'instruction non seulement gratuite mais obligatoire. En somme, l'Ère Menier, qui dura 30 ans fut l'âge d'or de ce territoire qui vit alors sa population atteindre 4,000 âmes lors de migrations saisonnières.

Malheureusement, Henri Menier mourut en 1913 et son frère Gaston qui lui succéda fut contraint de suspendre l'exploitation de l'Île en raison de la dévaluation du franc français en 1918.

En 1926, Canada Power & Paper Corporation forme la société connue sous le nom d'Anticosti Corporation qui achète l'Île au prix de \$ 6,500,000.00 de Gaston Menier qui retient pour lui même des droits de pêche au saumon sur la Rivière Jupiter pendant un certain temps.

Cette société exploite la forêt mais survint la dépression des années 30 et les opérations forestières sont alors interrompues. Consolidated Paper Corporation formée en 1931 succède à Canada Power & Paper Corporation. Cette nouvelle société développe surtout la pêche et la chasse qui s'avéraient rentables mais négligea l'industrie forestière qui ne l'était pas.

La population de l'Île alla continuellement en périlissant passant de 556 en 1942 à 250 en 1974.

Seul le village de Port Menier fut maintenu ouvert. L'entretien des bâtisses et des divers services publics fut négligé et le tout laissé un peu à l'abandon par la Consolidated Bathurst, successeur de la Consolidated Paper Corporation qui manifesta au cours de la présente décennie son désir de se défaire de ce domaine.

Le gouvernement du Québec désireux de protéger l'intégrité de son territoire fit faire une offre à la Consolidated Bathurst à la fin de 1972 par l'honorable Kevin Drummond, ministre des Terres et Forêts, mais suite au refus de l'offre et par crainte de voir l'Île passer aux mains d'une puissance étrangère, le gouvernement décida de l'exproprier.

C'est ainsi que le 23 avril 1974, notre ministère déposait au bureau d'enregistrement du comté Duplessis, situé à Sept-Îles les documents nécessaires à l'acquisition d'Anticosti par expropriation.

Par ce geste, la province de Québec devenait le nouveau propriétaire de l'île.

À la suite de la signature du protocole d'entente intervenu entre notre ministère et l'ancien propriétaire, la Consolidated Bathurst Corporation, cette dernière société accepta d'administrer l'Île pour nous jusqu'au 31 décembre 1974 afin de nous accorder une période suffisante pour bien nous familiariser avec les opérations de l'Île et fournir à l'O.P.D.Q. le temps de réflexion nécessaire à l'élaboration d'un schéma d'aménagement réaliste.

Durant cette période, l'évaluateur en chef de notre service d'évaluation, monsieur Jacques Guyard, a poursuivi les négociations avec les représentants de la Consolidated Bathurst pour finalement en venir à une entente le 28 novembre 1974, sur un prix de \$ 23,780,000.00 pour ce territoire et sur une somme de \$ 460,000.00 pour les biens mobiliers tels que camions, tracteurs, machines à chemin etc... Cette somme de \$ 460,000.00 a été versée le 23 décembre 1974.

Une somme de \$ 4,000,000.00 sur le montant de \$ 23,780,000.00 a été versée le 15 décembre 1974 à la signature de l'acte de cession. Le solde fut versé le 15 avril 1975 avec l'intérêt au taux de 8% à compter du 23 avril 1974, date de l'expropriation.

Considérant que l'ancien propriétaire avait déboursé en 1926 la somme de \$ 6,500,000.00 pour l'acquisition de cette île, il apparaît que le gouvernement du Québec a conclu une bonne transaction en en faisant l'acquisition en 1974 au prix de \$ 23,780,000.00.

Le mandat de la Consolidated Bathurst comme administrateur de l'île ayant pris fin le 31 décembre 1974, le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement a délégué ses pouvoirs d'administrateur à compter du 1^{er} janvier 1975 au ministre du Tourisme de la Chasse et de la Pêche qui possède toute l'expérience et les outils nécessaires pour continuer les opérations principales qui se sont poursuivies dans cette île au cours des dernières décennies, soit la chasse et la pêche.

Le genre d'administration définitive qui sera adoptée pour optimiser l'exploitation de ce territoire ne sera connu qu'au cours de 1975 après que le Conseil exécutif aura étudié à fond le schéma d'aménagement soumis par l'O.P.D.Q.

Déjà cependant l'action du gouvernement s'est fait sentir de façon bénéfique pour les insulaires.

L'achat et l'installation d'un groupe électrogène de 500 kilowatts a permis d'assurer un courant électrique à tension stable et d'enrayer les fréquents dommages aux appareils électro-ménagers et aux téléviseurs causés par des nombreuses variations de tension.

Une hausse du barrage à la tête du canal d'amenée de l'eau potable assure déjà un meilleur approvisionnement en qualité et en quantité.

Notre ministère a également procédé à l'isolation de certaines maisons pour assurer aux insulaires un meilleur confort et réduire les dépenses de chauffage.

Un béliet mécanique de marque Caterpillar D-7 a été acquis en décembre 1974 et expédié à l'île avec deux camions ce qui nous permettra de construire une piste au centre de l'île pour le décollage et l'atterrissage d'avions de type DC 3 et d'assurer l'arrosage en temps opportun des résineux pour les protéger contre la tordeuse, l'insecte qui s'attaque à leurs bourgeons.

Ces premiers gestes du gouvernement ont rassuré quelque peu les insulaires qui envisageaient depuis quelques années l'avenir avec pessimisme.

Cet avenir avec le nouveau propriétaire quel sera-t-il? Anticosti verra-t-il revivre l'âge d'or qu'elle a connu à l'époque d'Henri Menier? Qui sait? Une découverte d'or noir dans son sous sol est toujours possible.

Et à ces insulaires d'Anticosti qui vivent dans l'appréhension, nous voulons, en terminant ce récit, leur dédier les vers suivants tirés de la *Fille de Roland*, d'Henri de Bornier et faire renaître en eux une lueur d'optimisme.

« Terre du dévouement, de l'honneur, de la foi
Il ne faut donc jamais désespérer de toi
Puisque malgré tes jours de deuil et de misère
Tu trouves un héros dès qu'il est nécessaire. »

L'Office de planification et de développement du Québec avec son schéma d'aménagement sera sans aucun doute ce héros qui redonnera à Anticosti son second souffle.

•

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

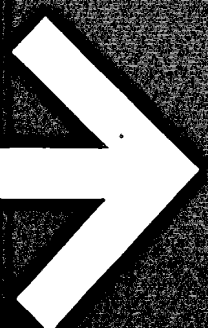
Service de la référence – Secteur du prêt

Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A3

[illegible]

Ruelland.

e



Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 065 520



Éditeur officiel du Québec
Imprimé au Québec